

Présentation et analyse des politiques publiques de gestion et de protection des espaces naturels littoraux :



Marianne GEORGET
Mémoire bibliographique de maîtrise d'IUP IMACOF
Février 2005

AVANT-PROPOS

Ce présent rapport s'inscrit dans le cadre de la formation en maîtrise IUP en Ingénierie des Milieux Aquatiques et Corridors Fluviaux. Il s'agit d'un mémoire bibliographique concernant la protection et la gestion des espaces naturels littoraux, sous la tutelle de Madame Larrue.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Madame Larrue, tutrice de ce mémoire, pour m'avoir guidée et conseillée. Puis pour m'avoir appris à appréhender de nouvelles perspectives en matière d'analyse des politiques publiques.

Je tiens également à remercier, Mathieu Bonnefond, ainsi que l'ensemble des intervenants IMACOF qui ont su répondre à mes interrogations et me faire part de leurs expériences.

RESUME

Les espaces naturels littoraux ont fortement régressé ces dernières décennies. La zone côtière est l'un des espaces les plus convoités et de ce fait subit de multiples pressions.

Ceci est le résultat d'une négligence et d'une non reconnaissance de ces espaces, de l'action non concertée des politiques publiques sectorielles, et d'un manque de reconnaissance juridique des milieux dans leur cohérence géographique et fonctionnelle.

La prise de conscience sur la nécessité de préserver ces espaces est récente et coïncide avec l'influence grandissante de la politique internationale et communautaire.

Les enjeux sur la zone côtière sont multiples et complexes, une planification s'impose.

Ainsi une révision globale est nécessaire et s'inscrit dans une nouvelle optique qui est la gestion rationnelle et intégrée des zones côtières.

Celle-ci suppose de revoir et d'harmoniser les politiques, horizontalement et verticalement, pour mieux prendre en compte l'espace littoral dans sa dimension spatiale fonctionnelle, en y associant tous les acteurs et les populations locales, dans un esprit de concertation et conciliation.

Mots clés: gestion rationnelle; gestion intégrée, espaces naturels littoraux, concertation, politiques publiques

SUMMARY

The Natural Coast Line. It has over the last decades regressed to an unacceptable amount. This is a result of poor management and no specific recognition of the problems which may arise in the future, because of this deterioration - and of absence of partnership between the different sector-based policies. The awareness of the necessity to protect the coastal areas, is recent, ensuing from the increasing influence of international and Community policies. This essential total revision of policy, which has to integrate the management of coastal areas with Government policies, is in line with a new plan of action, called the Integrated Management of Coastal Zones. This management implies an harmonization of policies, which completely encompasses the whole coastal line, associating the different agencies in a spirit of partnership and lasting development.

Key words: natural coast line, policies, partnership, integrated management

TABLE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figures:

- **Figure 1:** Le domaine public, lais et relais...p.8
- **Figure 2 et 3:** Paysages estuariens p.10
- **Figure 4:** Invasion de crépidules p.18
- **Figure 5:** Les marais salants p.56

Tableaux:

- **Tableau 1:** Récapitulatif de la législation littoral p.26
- **Tableau 2:** Les mesures de protection des zones humides majeures p.47

SOMMAIRE

1	<u>INTRODUCTION</u>	8
2	<u>ETAT DES LIEUX DES FAÇADES MARITIMES FRANÇAISES</u>	10
2.1	DES DEFINITIONS JURIDIQUES DIVERSES	10
2.1.1	LE LITTORAL	10
2.1.2	LES ZONES HUMIDES COTIERES	11
2.2	LE ZONE COTIERE, RICHE ET FRAGILE	12
2.3	APERÇU DES ACTIVITES ECONOMIQUES DOMINANTES SUR LE LITTORAL	14
2.3.1	LE TOURISME	14
2.3.2	LES ACTIVITES TRADITIONNELLES MARITIMES : PECHE ET CULTURES MARINES	15
2.3.3	L'AGRICULTURE	16
2.3.4	L'INDUSTRIE	17
2.4	CAUSES DE DEGRADATION DU LITTORAL ET DES ZONES HUMIDES	18
2.4.1	L'URBANISATION GALOPANTE DU LITTORAL	18
2.4.2	LES IMPACTS DES AMENAGEMENTS	19
2.4.3	L'EVOLUTION DU TRAIT DE COTE	19
2.4.4	LES POLLUTIONS	20
2.4.5	LES RECIFS CORALLIENS	20
2.4.6	LA PROLIFERATION D'ESPECES INVASIVES	21
3	<u>METHODOLOGIE DE L'ANALYSE</u>	22
4	<u>1-ANALYSE GLOBALE CHRONOLOGIQUE</u>	24
4.1	LA NATURE A PROTEGER : DE 1960 A 1976 :	24
4.2	LA NATURE A GERER : DE 1976 A NOS JOURS	24
4.2.1	D'UNE APPROCHE PONCTUELLE A UNE APPROCHE GLOBALE	25
4.2.2	D'UNE POLITIQUE REGLEMENTAIRE A UNE POLITIQUE CONTRACTUELLE	25
4.3	LES ACTEURS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE L'ENVIRONNEMENT	26
4.3.1	PROTECTION REGALIEENNE: "LE TOUT A L'ETAT"	26
4.3.2	"LE TOUT A L'ELU"	26
4.3.3	LE PARTAGE DES COMPETENCES, LA PRISE EN COMPTE DES USAGERS	26
5	<u>PRESENTATION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA LEGISLATION CONCERNANT LE LITTORAL ET LES ZONES HUMIDES</u>	28
5.1	LA POLITIQUE NATIONALE DE PROTECTION DU LITTORAL	29
5.1.1	LE CONSERVATOIRE DES ESPACES LITTORAUX ET RIVAGES LACUSTRES	29
5.1.2	SCHEMAS DE MISE EN VALEUR DE LA MER (SMVM)	29
5.1.3	LOI LITTORAL	30
5.1.4	LOI SUR L'EAU DE 1992	31
5.1.5	PLAN D'ACTIONS NATIONALES POUR LES ZONES HUMIDES	32
5.2	LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE PROTECTION DU LITTORAL	34
5.2.1	LE PROGRAMME DES NATIONS UNIS POUR L'ENVIRONNEMENT	34
5.2.2	LA CONVENTION RAMSAR	34
5.2.3	PLAN D'ACTIONS POUR LA MEDITERRANEE: PAM	35
5.2.4	CONVENTION DE PARIS, DITE CONVENTION OSPAR (1992)	40

5.2.5	LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU 2000	41
5.2.6	LE GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES GIZC - 2002	42

6 ANALYSE SPECIFIQUE DE LA LEGISLATION CONCERNANT LE LITTORAL

6.1	LES OBJECTIFS ET MODE D'ACTIONS DE LA LEGISLATION	44
6.1.1	VERS UNE PRISE EN COMPTE GLOBALE D'UN BIOTOPE: HABITAT, FAUNE, FLORE?	44
6.1.2	L'INFLUENCE EUROPEENNE: DES OBJECTIFS PLUS PRECIS, QUANTIFIES ET EVALUES.	44
6.1.3	PRINCIPE D'INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES POLITIQUES SECTORIELLES	44
6.1.4	UN MANQUE DE COHERENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES SECTORIELLES	45
6.1.5	VERS UNE SOUPLESSE DE L'ADAPTATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS LEGISLATIFS	45
6.2	UN RESEAU COMPLEXE D'ACTEURS	46
6.3	EMERGENCE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE EN MATIERE D'ESPACES NATURELS LITTORAUX?	47
6.3.1	UNE PRISE EN COMPTE DES ZONES HUMIDES RECENTES	47
6.3.2	ABSENCE DE MESURES DE PROTECTION SPECIFIQUES	47
6.3.3	LES MESURES DE PROTECTION DES ZONES HUMIDES LITTORALES	48
6.3.4	LES ESPACES NATURELS LITTORAUX ENFIN RECONNUS?	49

7 L'ESTUAIRE DE LA LOIRE

7.1	CARACTERISTIQUES :	51
7.2	LES USAGES	51
7.2.1	L'EAU	51
7.2.2	LE PORT AUTONOME DE NANTES-SAINT NAZAIRE	52
7.2.3	L'AGRICULTURE	53
7.2.4	LE TOURISME	53
7.3	LES ZONES HUMIDES	53
7.3.1	LES MESURES DE GESTION ET DE PROTECTION	54
7.4	COMMENTAIRES ANALYTIQUES	55
7.4.1	DES MESURES DE PROTECTION NON SPECIFIQUES	55
7.4.2	LE CONTENU DU DROIT INTERNATIONAL: DES REGLES PEU CONTRAIGNANTES	55
7.4.3	L'APPLICATION LENTE DU DROIT COMMUNAUTAIRE	55
7.4.4	LE DROIT NATIONAL	56
7.4.5	UN ESPACE SUJET AUX CONFLITS	57
7.4.6	BILAN	57

8 CONCLUSION

9 LISTE DES ABREVIATIONS

10 GLOSSAIRE

11 BIBLIOGRAPHIE

ANNEXE: TABLEAU

INTRODUCTION

Le littoral est une des parties du territoire qui connaît les évolutions les plus rapides avec une attraction résidentielle, touristique et économique qui ne se dément pas. Les enjeux sur le littoral sont multiples : économiques, sociaux, spatiaux et environnementaux.

La part de linéaire côtier artificialisé est passée de 39% en 1960 à 61% dans les années 90. On attend 3,4 millions d'habitants en plus dans 30 ans, dans les départements littoraux.

Malgré ses milliers de kilomètres de côtes, le littoral français n'est pas extensible et la situation générale est celle d'une occupation de l'espace peu optimale et portant préjudice aux espaces naturels littoraux, et plus particulièrement les zones humides côtières.

La moitié des zones humides du territoire ont disparu en 30 ans ; parmi elles : des marais, des prés salés, des lagunes..., et beaucoup d'autres ont vu leur fonctionnement altéré.

Au début des années 90, une prise de conscience générale a incité à une plus grande reconnaissance de ces milieux. Tout d'abord, la loi sur l'eau leur donne une définition juridique et une valeur d'intérêt général. Parallèlement, l'instance d'évaluation des politiques publiques en matière de zones humides a été lancée et a débouché sur le rapport du préfet Bernard. Ce dernier, publié en 1994, a montré l'ampleur de la régression des zones humides à l'échelle nationale, à la fois en surface, en qualité et en fonctionnalité et en attribue, pour l'essentiel, la responsabilité aux politiques publiques sectorielles.

Depuis, des programmes ont été mis en œuvre à l'échelle nationale et également européenne, notamment le programme européen de Gestion Intégrée des Zones Côtières.

Ce mémoire a pour objectif, de faire une présentation et une analyse de la protection et de la gestion des espaces naturels littoraux en France. Cela comprend à la fois la gestion liée au littoral et celles des zones humides côtières, ce qui n'est pas toujours aisé, dans la mesure où les politiques publiques en œuvre ne concernent pas nécessairement les mêmes espaces ou n'utilisent pas les mêmes définitions législatives.

La première partie dresse un état des lieux des espaces concernés, les problématiques d'ordre juridique et environnemental, ainsi que les enjeux.

La deuxième partie est une présentation des outils réglementaires spécifiques aux espaces naturels littoraux, suivie d'une analyse des objectifs et mesures des politiques publiques à travers le temps, et des acteurs de cette gestion.

Enfin, la dernière partie présente le cas concret de gestion et de protection d'un espace naturel littoral : l'estuaire de la Loire.

Des définitions juridiques diverses

Sous le terme espaces naturels littoraux, est regroupée une grande variété de milieux, à commencer par le littoral lui même, et les zones humides côtières.

Le littoral

Le littoral, au sens physique du terme, est la bande comprise entre le niveau des plus basses mers et celui des plus hautes mers, correspondant dans ce cas à l'estran.

Mais il s'agit là d'une définition beaucoup trop réductrice pour rendre compte du rôle d'interface que joue le littoral entre son avant- pays maritime et son arrière- pays terrestre.

Quoi qu'il en soit, c'est un espace d'étendue limitée, donc un "bien rare" et de plus en plus convoité, dont la législation cherche à encadrer l'occupation, à organiser la protection.

Les juristes se sont donc efforcés de cerner les spécificités du littoral. Le rapport Piquard le définit comme une zone de contacts entre la terre et la mer et en propose une approche "géométrique" : "le contact entre la terre et la mer s'opère selon une ligne à peine mouvante, au rythme des marées ; de part et d'autre de cette ligne, les modes d'utilisation de l'espace sont totalement différents. Il en résulte que chaque fonction ou activité, aussi bien terrestre que maritime, ne dispose sur le littoral que d'une fraction de l'espace dont elle pourrait disposer par ailleurs."

La loi "littoral" du 3 janvier 1986 définit le littoral (article premier) comme une "entité géographique" sans préciser beaucoup plus la notion. De fait, la loi fixe son champ d'application territorial par référence à la notion de "commune littorale" Elle ne donne aucune définition juridique du mot "littoral" en tant que substantif.

Ainsi, d'un point de vue juridique, le littoral est défini de deux manières :

- Le Domaine Public Maritime, DPM, géré par l'Etat, qui sépare la terre gérée par l'Etat et les collectivités locales.

Il est constitué d'une partie marine comprenant les eaux intérieures et les étangs salés en communication avec la mer, et d'une partie terrestre définie dans les départements

d'Outre-Mer par la règle des cinquante pas géométriques, et en métropole par les lais et relais de mer.

Le Décret du 29 mars 2004 précise, en application de la loi « Littoral », la procédure de délimitation du rivage de la mer à l'embouchure des fleuves et des rivières. Cependant, le DPM est loin d'être clairement délimité sur toutes les côtes françaises, et la volonté de faire coïncider une frontière juridique, que l'on souhaiterait immuable, avec une limite du rivage naturellement mouvante, continue de poser problème.

- Le champ d'application de la loi « Littoral » du 3 janvier 1986 est constitué, pour sa partie maritime, des communes riveraines des mers et océans (785 communes métropolitaines et 91 communes pour les DOM) et des communes riveraines d'estuaires en aval de la limite transversale de la mer (98 communes). On doit y ajouter, depuis le Décret du 29 mars 2004, une liste de 87 communes riveraines des estuaires et des deltas, attendue depuis le vote de la loi.

Les zones humides côtières

En situation littorale, on désigne sous le terme de zone humide, l'ensemble des aires dont le sous-sol est trop humide (présence d'eau dans le sol à faible profondeur, au maximum 6 mètres à marée basse) pour qu'elles puissent être cultivées sous forme de champs labourables, quelle que soit l'origine de cette humidité. En effet, étant donné que les marais maritimes (eaux salées renouvelées) peuvent être transformés en marais d'eau douce, soit naturellement (construction d'un cordon littoral), soit artificiellement (construction d'une digue), qu'un marais d'eau douce peut être drainé en vue de sa transformation en prairie humide, qu'une prairie humide peut être, ou non, saisonnièrement inondable, tout terme trop strictement défini risquerait de devenir rapidement caduc.

Au sens juridique, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 définit les zones humides comme :

«les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année».

La convention de Ramsar 1971, a adopté une optique plus large pour déterminer quelles zones humides peuvent être placées sous son égide. La France y a adhéré en 1986 et a désigné 17 zones qui font désormais partie du réseau des 800 sites Ramsar du monde.

Elle définit le terme «zone humide» dans ses articles 1.1 et 2.1:

Article 1.1:

«Au sens de la présente Convention, les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres.»

Article 2.1: il précise que les zones humides peuvent :

«inclure des zones de rives ou de côtes adjacentes à la zone humide et des îles ou des étendues d'eau marine d'une profondeur supérieure à six mètres à marée basse, entourées par la zone humide».

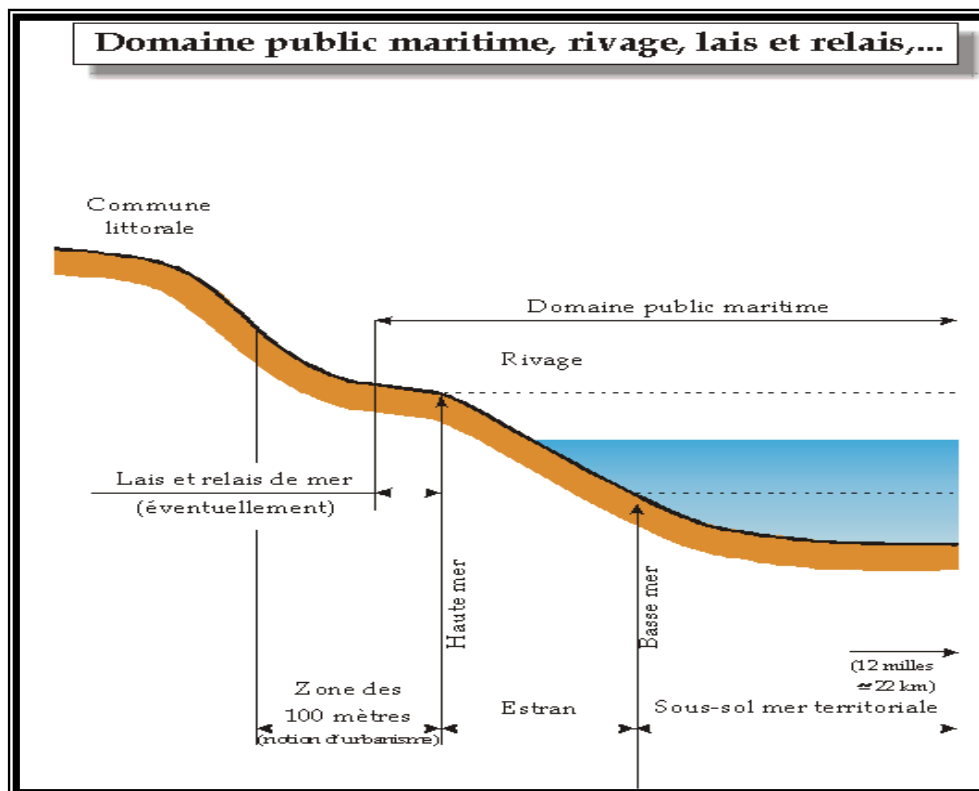


Figure1: Domaine public maritime, rivage, lais et relais...Source:<http://www.mer.equipement.gouv.fr>

Le zone côtière, riche et fragile

Frontière entre la terre et la mer, le littoral est une zone de grande diversité d'habitat et de productivité biologiques. C'est une zone sensible importante à protéger. Elle est mise en péril par le développement intense des activités humaines.

Les zones humides côtières sont nombreuses et diversifiées. La convention Ramsar a établi un système de classification des zones humides servant de référence aux états ayant ratifié la Convention.

◆ **Système Ramsar de classification des types de zones humides marines et côtières**

A -- Eaux marines peu profondes et permanentes, dans la plupart des cas d'une profondeur inférieure à six mètres à marée basse; y compris baies marines et détroits.

B -- Lits marins aquatiques subtidaux; y compris lits de varech, herbiers marins, prairies marines tropicales.

C -- Récifs coralliens.

D -- Rivages marins rocheux; y compris îles rocheuses, falaises marines.

E -- Rivages de sable fin, grossier ou de galets; y compris bancs et langues de sable, îlots sableux, systèmes dunaires et dépressions intradunales humides.

F -- Eaux d'estuaires; eaux permanentes des estuaires et systèmes deltaïques estuariens.

G -- Vasières, bancs de sable ou de terre salée intertidaux.

H -- Marais intertidaux; y compris prés salés, schorres, marais salés levés, marais cotidaux saumâtres et d'eau douce.

I -- Zones humides boisées intertidales; y compris marécages à mangroves, marécages à palmiers nipa et forêts marécageuses cotidales d'eau douce.

J -- Lagunes côtières saumâtres/salées; y compris lagunes saumâtres à salées reliées à la mer par un chenal relativement étroit au moins.

K -- Lagunes côtières d'eau douce; y compris lagunes deltaïques d'eau douce.

Zk(a) – Systèmes karstiques et autres systèmes hydrologiques souterrains, marins/côtiers

Zones humides continentales

L -- Deltas intérieurs permanents.

M -- Rivières/cours d'eau/ruisseaux permanents; y compris cascades.

N -- Rivières/cours d'eau/ruisseaux saisonniers/intermittents/irréguliers.

O -- Lacs d'eau douce permanents (plus de 8 hectares); y compris grands lacs de méandres.

P -- Lacs d'eau douce saisonniers/intermittents (plus de 8 hectares; y compris lacs des plaines d'inondation).

Q -- Lacs salés/saumâtres/alcalins permanents.

R -- Lacs salés et étendues/saumâtres/alcalins saisonniers/intermittents.

Sp -- Mares/marais salins/saumâtres/alcalins permanents.

Ss -- Mares/marais salins/saumâtres/alcalins saisonniers/intermittents.

Quelques chiffres :

- En France : 5 500 Km de côtes
- Dom-Tom : 1 459 km de côtes
- Il y a 2,5 fois plus d'habitants sur le littoral (soit jusqu'à 10 Km du rivage) que sur le reste du territoire
- En été, 13 millions de touristes séjournent en bord de mer
- Bateaux de plaisance: 87000 en 1964, 800000 en 1997

Source:FNH



Figure 2 et 3: paysages estuariens

Source: Cellule Loire Estuaire

Aperçu des activités économiques dominantes sur le littoral

Le tourisme

Aujourd'hui le tourisme est l'activité économique dominante du littoral.

Il représente 44% de la valeur ajoutée maritime, et plus de 150000 emplois, en hausse de 8.5% depuis 1996.

En terme de développement économique, le tourisme pèse 12 fois le chiffre d'affaires de la pêche, 15 fois celui des ports, et 8 fois celui de la marine marchande.

Le littoral est, de très loin, le premier espace touristique pour les hébergements marchands, avec, par exemple 17% de l'offre nationale d'hôtels, 48% de l'offre de campings et 51% des résidences de tourisme dans les seules communes littorales.

Les tendances actuelles :

- L'augmentation des résidences secondaires.
- Une attitude ambivalente du tourisme par rapport à l'environnement.
- Un niveau d'équipement croissant des destinations et des hébergements.
- Une concentration spatiale croissante de la capacité d'hébergement touristique.

Concrètement, les touristes sont consommateurs d'espaces. Les sites les plus remarquables d'un point de vue écologique, sont d'autant plus sollicités par le tourisme, que celui-ci constitue un argument non négligeable pour la préservation de l'environnement littoral, notamment au niveau de la qualité des eaux de baignade. Enfin, « le tourisme attire le tourisme » ; ainsi, les déséquilibres géographiques ne se résorbent pas et des situations de saturation sont de plus en plus perceptibles.

Les activités traditionnelles maritimes : pêche et cultures marines

La pêche représente 0,15% du PIB français. La France est le 3^{ème} producteur européen. En 2001, 600000 tonnes de poissons ont été débarqués et 28000 dans les DOM.

Les tendances concernant ce secteur sont une diminution de la flotte et une amélioration de la productivité. Les emplois ont fortement diminué ces dernières décennies.

Ceci s'explique en partie par les incertitudes qui pèsent sur les perspectives d'avenir.

En effet, le livre vert de la Commission européenne sur l'avenir de la pêche a souligné, en 2001, l'échec actuel d'une politique d'exploitation durable de la ressource. Les stocks de poissons démersaux ont fortement régressé depuis les années 70 ; en revanche, les stocks de poissons pélagiques seraient stables.

L'aquaculture comprend la conchyliculture et l'aquaculture nouvelle de poissons et crevettes. Elle est caractérisée par la diversité des espèces exploitées (poissons, huîtres, moules...) et la

coexistence d'activités traditionnelles et de pratiques plus récentes, en cours de développement. Ainsi, la conchyliculture marine et la pisciculture continentale sont les principaux fournisseurs des tonnages produits et des emplois du secteur. La tendance est de développer l'aquaculture marine pour répondre à une demande croissante du marché. Selon le recensement de la conchyliculture de 2002, l'ostréiculture occupe 14180 hectares sur l'estran, la mytiliculture 4200 hectares, et la culture de palourde 220 hectares. ; ceci n'est pas sans poser de problèmes, quant à la gestion du DPM dans certains sites.

La ressource halieutique est confrontée à des problèmes d'ordre quantitatif et qualitatif ayant des origines multiples :

- Une « surpêche ».
- La disparition et l'altération de zones humides côtières où se trouvent les nourriceries.
- L'apport de polluants.
- L'altération des fonds par le chalutage.
- La prolifération d'espèces indésirables.
- Les impacts d'aménagements.

L'agriculture

L'agriculture est très présente sur le littoral avec plus de 57000 exploitations à l'échelle des cantons métropolitains, ceci représentant 8,5% des exploitations françaises. Les exploitations sont plus nombreuses, mais de taille réduite.

L'Ouest de la France est dominé par l'élevage, le Sud par la viticulture et l'horticulture, et l'Aquitaine par la sylviculture. L'agriculture tropicale, dans les DOM, est nécessairement différente et se caractérise par la culture de la canne à sucre.

En terme d'occupation du sol, les surfaces agricoles représentent, selon la base de données « Corine Land Cover », 59% des superficies cantonales littorales. Elles sont fortement variables selon le degré d'urbanisation du littoral.

L'agriculture participe à la construction des paysages, à l'entretien des milieux naturels et peut constituer un rempart contre l'urbanisation galopante ou les risques naturels. Mais elle est aussi une source importante d'impacts négatifs sur l'environnement par ses rejets dans les eaux douces et marines, ou par des modes d'exploitation agressifs de certains milieux,

notamment l'assèchement des zones humides. En raison de la spécificité des milieux littoraux, de nombreuses zones humides ont été partiellement asséchées et drainées dans un objectif de mise en valeur agricole (riziculture en Camargue, Marais Poitevin...). Les superficies drainées sont en constante augmentation depuis 1979 selon le Recensement Général Agricole (RGA).

En effet, les rejets dans les bassins versants littoraux ont un double impact : d'abord sur les milieux terrestres et les rivières, ensuite sur le milieu marin. La conséquence des rejets agricoles d'azote et de phosphore est bien connue: phénomènes d'eutrophisation des bords de côtes (marées vertes en Bretagne, «malaïgues» de l'étang de Thau...). Selon les pratiques culturales, d'autres pollutions peuvent être observées :celle du cuivre issue des effluents d'élevage dans les Côtes d'Armor et celle du sulfate dans les régions viticoles, celles des pesticides charriés par les grands fleuves que l'on retrouve en mer, pollutions organiques gênant l'activité conchylicole...

L'industrie

Les années 1960-1970 correspondent à une littoralisation de l'industrie, avec notamment la création des zones industrialo-portuaires autour des ports autonomes. La structure industrielle lourde actuelle est l'héritage de cette période.

Un quart de la production française d'électricité est assuré par 4 installations thermiques classiques, 5 centrales nucléaires et une usine marémotrice situées sur les côtes. Les principales raffineries sont situées autour des terminaux pétroliers de Fos et du Havre, et sont accompagnées d'autres industries lourdes : chimie, pétrochimie, métallurgie...

Les zones d'estuaires et de deltas, pourtant très riche d'un point de vue écologique ont été particulièrement concernées par le développement de l'industrie lourde. L'évolution du trafic portuaire entraîne une extension des emprises dans ces espaces. Parallèlement, le choix du nucléaire comme source d'énergie a remis en cause le développement des zones côtières basé sur l'industrie lourde.

L'industrie maritime française est aussi caractérisée par son savoir-faire en matière de construction navale : les paquebots de croisière avec les chantiers de l'atlantique par exemple, et de plus petits bateaux (offshore et pêche). Il s'agit d'un secteur caractérisé par sa

concentration sur la façade atlantique/nord-ouest , d'où une certaine dépendance économique des régions concernées.

Le même type de dépendance à une seule activité se retrouve autour des arsenaux militaires de Brest, Toulon et Cherbourg. La marine nationale est un acteur important du littoral et le littoral est très marqué par son emprise foncière. La libération progressive de ce foncier devrait s'amorcer en raison de la professionnalisation de l'armée.

L'industrie des zones littorales d'emploi est relativement similaire à celle du territoire national.

La façade Manche / Mer du nord se caractérise par une forte présence de la métallurgie et de la construction automobile.

La façade atlantique compte près de 30% d'industries agro-alimentaires.

La façade méditerranéenne accueille plutôt des industries de constructions d'équipements électroniques.

Causes de dégradation du littoral et des zones humides

L'urbanisation galopante du littoral

Les constructions contribuent à l'artificialisation du littoral et elles sont source d'impacts parfois irréversibles sur l'environnement, d'autant plus qu'elles s'effectuent au détriment des espaces naturels. La part de linéaire côtier artificialisé est passée en métropole de 39% en 1960 à 61% en 1990, à cause du développement d'un tourisme de masse.

Aujourd'hui, la construction de logements dans les communes littorales reste très forte et représente chaque année un peu plus de 10% des superficies construites en France, sur 4% du territoire. Ces communes se distinguent par une part importante de résidences secondaires. En moyenne, une commune littorale a accueilli 130 résidences secondaires entre 1990 et 2003. De plus, il a été constaté un doublement des constructions dans les arrière-pays littoraux depuis 1990.

Cette urbanisation se caractérise par son étalement le long du rivage, certaines constructions ne respectant pas toujours le droit de l'urbanisme, et par un individualisme forcené (appropriation du rivage et de son accès)..

Les impacts des aménagements

La plupart des cours d'eau ont été aménagés à des fins énergétiques, agricoles, pour la navigation et le contrôle des débits : barrages, seuils, retenues...

Même si ces aménagements se situent très en amont, des perturbations se ressentent sur le littoral. A commencer par les apports sédimentaires qui sont déficitaires à cause d'un piégeage sélectif des ouvrages qui retiendront la charge grossière, puis des extractions de granulats entre autres. La conséquence sera une accélération de l'érosion du littoral.

De plus, les prélèvements d'eau douce à des fins urbaines, industrielles, agricoles sont tels, qu'ils peuvent entraîner des perturbations sur les écosystèmes côtiers à cause d'un apport déficitaire en sels minéraux.

Une accentuation de la brutalité des crues peut survenir sur les petits bassins littoraux et entraîner une dessalure à l'origine de stress, voir de mortalité sur la faune marine.

Les aménagements sur les côtes, de type digues, jetées de ports, peuvent barrer la dérive littorale, ce qui aura pour résultat, une érosion en aval et un engraissement en amont.

Les digues et épis atténuent les courants permettant la sédimentation de particules fines et modifient ainsi les peuplements benthiques.

Le développement des ports de plaisance peut également être à l'origine d'une pollution qui altère la qualité biologique des fonds (hydrocarbures, métaux lourds, dépôts de macro-déchets, arrachage d'herbiers...)

Enfin, les ports nécessitent un dragage régulier pour éviter une accumulation trop importante de vases. Celles-ci sont considérées comme polluées et sont généralement rejetées en mer avec des conditions particulières suivant le degré de pollution.

L'évolution du trait de côte

Les zones sableuses subissent une érosion qui peut dépasser un mètre par an. Les activités humaines accentuent ce recul. Des constructions, littorales ou sur les fleuves,

peuvent empêcher la circulation et le dépôt des sédiments. Certaines plages doivent même être ensablées artificiellement chaque année pour éviter leur disparition. En France, 24,9% du linéaire côtier est touché par un phénomène d'érosion.

Les pollutions

L'état du littoral est fortement conditionné par la qualité de ses eaux. Les pollutions chroniques du milieu marin sont à 90 % liées à des apports d'origine terrestre (pollutions telluriques). Ce sont les charges polluantes apportées par les cours d'eau (dès l'amont des bassins versants) et les activités implantées sur la bordure littorale et côtière (habitations, industries, agriculture, cultures marines, etc.).

Les autres apports (10 %), d'origine maritime, sont liés au trafic marchand ou de plaisance (dégazages, hydrocarbures des moteurs, peintures, rejets en mer de déchets de consommation des équipages, boues portuaires, etc.) et aux éventuels naufrages et accidents sur les cargaisons (marées noires, perte de fûts ou de containers contenant des produits dangereux, de cargaison en vrac, etc.).

Les pollutions chroniques entraînent des risques toxicologiques pour les espèces marines, des risques sanitaires pour l'homme et des modifications des écosystèmes littoraux. Des dysfonctionnements apparaissent de façon récurrente tel que par exemple, la prolifération des algues vertes et le développement des phytoplanctons qui sont, pour certains, toxiques.

Les récifs coralliens

Les récifs coralliens qui bordent de nombreuses plages tropicales sont menacés. Le poids des activités humaines (pollution, aménagement, pêche, tourisme, etc.) a pour conséquence un rapide appauvrissement de ces milieux uniques. En Guadeloupe et Martinique, 80% de l'écosystème récifal est abîmé. 28% de tous les platiers autour de la Réunion sont considérés comme gravement endommagés. En Nouvelle-Calédonie, 23-28 % de la mangrove dans la région de Nouméa ont été détruits depuis 1960 et 200 hectares d'habitats côtiers, incluant des lits d'algues, ont été perdus à cause du développement côtier... Des perturbations sont constatées dans tous les DOM TOM.

La prolifération d'espèces invasives

Qu'elles soient animales ou végétales, ces espèces se caractérisent par un fort pouvoir colonisateur, une croissance rapide, un fort taux de germination, une fécondité élevée, une capacité à se multiplier de façon végétative forte. Les risques de prolifération sont d'autant plus importants que les espèces exotiques sont très éloignées des espèces indigènes au niveau de leur systématique.

Les espèces invasives peuvent entraîner diverses conséquences :

- La disparition d'espèces indigènes par compétition.
- Une diminution de la biodiversité.
- Une fragilisation et une uniformisation des milieux.
- Une accélération du comblement des milieux.
- L'apport de maladies et parasites.

Parmi les espèces invasives des espaces naturels littoraux, nous pouvons citer le « *Baccharis halimifolia* », arbuste envahissant notamment l'espace dunaire. La « *Caulerpa taxifolia* » en mer Méditerranée, proliférant au détriment des herbiers de posidonie. Le crabe pinceaux « *Hemigrapsus penicillatus* » qui a colonisé, en l'espace de quatre ans, 800 kilomètres de côte. La jussie « *Ludwigia uruguayensis* » a une capacité de prolifération très importante et peut supporter des zones humides avec une salure de 6g/L...etc

➤ Cas de la la crépidule (« *Crepidula fornicata* »):

Il s'agit d'un mollusque gastéropode originaire de la façade atlantique de l'Amérique du Nord. Son introduction sur les côtes françaises s'est opérée en deux phases principales. La première, limitée à une partie des côtes normandes et à la rade de Brest, est une conséquence des événements de la Seconde Guerre Mondiale (transfert de l'Angleterre vers les côtes normandes lors du débarquement). La deuxième phase sera plus importante car, pour faire face à la mortalité de l'huître portugaise (« *Crassostrea angulata* ») au début des années 1970, une importation conséquente de l'huître japonaise (« *Crassostrea gigas* ») s'effectuera à partir du Japon et de la Colombie Britannique. Elle s'accompagnera de l'introduction involontaire de la crépidule qui sera essaimée dans la plupart des centres ostréicoles. (Blanchard, 1995).

La crépidule occupe aujourd'hui une place importante dans les écosystèmes côtiers, notamment dans les secteurs abrités peu profonds. Les biomasses se chiffrent localement en milliers de tonnes. Le golfe normand-breton est sans aucun doute le secteur le plus colonisé

avec notamment les baies de Saint-Brieuc (250 000 t) et de Cancale (100 000 t) (Hamon et Blanchard, 1994 ; Blanchard et Ehrhold, 1999).

Les observations les plus récentes révèlent que le phénomène de prolifération se poursuit, principalement à proximité des centres ostréicoles et, en particulier, là où les activités de pêche aux engins traînants (dragues et chaluts de fond) sont importantes.

Les raisons de la prolifération sont dues aux particularités biologiques et écologiques de l'espèce qui lui donnent un caractère opportuniste. Puis aux activités humaines : si les activités conchylicoles ont été un vecteur majeur dans la propagation de la crépidule sur le littoral français, la pêche côtière aux engins traînants a, depuis, favorisé localement sa dissémination, induisant une baisse de la diversité biologique.



Méthodologie de l'analyse

L'analyse des politiques publiques de gestion et de protection des espaces naturels littoraux a supposé d'inventorier au travers d'un tableau, l'ensemble des lois, conventions, directives, outils, établissements, programmes, plans... de manière chronologique.

Un code couleur a été utilisé afin de différencier:

- L'international et l'europpéen.
- Le national.
- Les établissements et associations.
- Les schémas de planification, programmes et plans.
- Les mesures s'appliquant à un espace.

Les informations figurant dans ce tableau sont:

- Les références juridiques.
- Les champs d'application.
- Les objectifs.

- Les modes d'action, avec identification du type d'outils : "les 4 I", Information, Incitation, Interdiction et Infrastructures.
- Les acteurs.
- Les groupes cibles.

Ce tableau est le plus exhaustif possible mais reste incomplet. En effet, différents jalons législatifs et réglementaires concernent, directement ou indirectement, l'aménagement et la préservation du littoral : la loi du 10 juillet 1975 donnant naissance au Conservatoire de l'espace littoral et des espaces lacustres ; la directive d'Ornano du 25 août 1979 ; la loi "littoral" du 3 janvier 1986 ; la loi "paysage" de 1993 ; la loi de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ; la loi (dite de Robien) "Urbanisme, habitat et construction", adoptée le 28 mai 2003, pour ce qui concerne les dispositions nationales.

Ce tableau se trouve en annexe.

L'analyse suivante se composera de différentes parties:

- une analyse globale chronologique à l'échelle nationale.
- une présentation et une analyse spécifique de la législation et de la réglementation ayant trait au littoral et aux zones humides à l'échelle nationale, européenne et internationale.

La nature à protéger : de 1960 à 1976 :

L'Etat prend conscience des pressions qui peuvent s'exercer sur le milieu par l'agriculture et le développement du tourisme littoral.

Ainsi, par l'intermédiaire de la Loi Eau de 1964, vont être créées les agences de l'Eau - le souci principal étant l'alimentation en eau potable. Puis, c'est la création du Conservatoire du Littoral et des Rivages Lacustres afin de protéger les espaces littoraux contre les promoteurs immobiliers.

La loi sur la protection de la nature marque une étape importante dans la mesure où elle transpose une prise de conscience de la vulnérabilité de la nature.

Cette période est marquée par l'essor économique : expansion de l'urbanisation, développement des transports, explosion du tourisme (littoral) et les premières catastrophes maritimes telles que les marées noires, notamment celle du Torrey canyon.

Face à cette situation, émerge un mouvement écologiste et l'écologie est alors reconnue comme science. Les associations de protection de la nature viennent s'opposer aux projets destructeurs de la nature, dénoncent les conséquences du développement économique. La protection se fonde sur une analyse scientifique. L'attitude est protectionniste et ponctuelle.

Cette période voit la naissance des parcs nationaux, parcs nationaux régionaux, du CELRL, des réserves naturelles et listes d'espèces protégées (Loi Nature). On parle alors de « mise sous cloche » de la nature remarquable.

La nature à gérer : de 1976 à nos jours

La seconde partie est marquée par une multiplication des outils, des instruments de planification, des plans (...). En 1992, la Conférence de Rio marque une étape importante: les problématiques environnementales prennent une tournure internationale. L'ensemble des mesures juridiques nationales découle de transpositions en droit interne des directives européennes, elles-mêmes découlant de la Conférence de Rio. On s'oriente vers une gestion intégrée des milieux.

D'une approche ponctuelle à une approche globale

Un constat fait apparaître les limites de la « mise sous cloche » du fait de l'exclusion des activités économiques. En effet, l'évolution du milieu fut parfois négative et les pratiques anciennes furent donc restaurées. Ou encore, la protection d'une espèce a eu pour conséquence une forte augmentation du nombre d'individus engendrant des conflits d'usage et portant atteinte à l'équilibre fragile d'écosystèmes. (Ex : Cormoran)

Enfin, l'approche ponctuelle ne permettait pas la maîtrise des processus, des actions indirectes et certaines zones humides se sont retrouvées entourées par l'urbanisation ou l'agriculture, rendant vain tout effort de protection.

Ceci a donc amené à tendre vers une approche globale.

La protection de la nature s'est étendue à la nature ordinaire et la prise en compte de l'homme. On passe à une approche globale, c'est-à-dire une approche cohérente d'un espace ou d'une problématique (Loi Littoral, Montagne). Elle se base sur la notion de système et d'interaction entre le milieu et l'homme, elle élargit la protection à une entité géographique cohérente, (SAGE, OLAE)

Cela fut confirmé par le concept de développement durable énoncé lors de la Conférence de Rio en 1992, obligeant la prise en compte des différents usagers à trouver un équilibre entre « économie-écologie-social ».

D'une politique réglementaire à une politique contractuelle

Au début, la politique de protection est entre les mains de l'Etat avec des outils de protection réglementaire fort sujets à oppositions et conflits.

Vers les années 80, une évolution se fait sentir vers une responsabilisation des élus et une information du citoyen : démocratisation des enquêtes publiques en 1983, décentralisation donnant davantage de pouvoirs aux élus en matières de protection (politique des espaces naturels sensibles et documents d'urbanisme, PLU, zone ND).

Depuis le début des années 90, on tend vers une responsabilisation des acteurs locaux, des usagers dans leur ensemble. Une approche globale signifie une approche multi-acteurs. Elle sous-entend la concertation entre les différents acteurs pour mettre en place des instruments négociés visant à un équilibre entre l'environnement, l'économie et le social. Il en résultera

alors une gestion différenciée selon les problèmes et les espaces (SAGE, CTE, Natura2000...), se concrétisant souvent par un engagement contractuel.

Cette nouvelle gestion se base sur l'écocitoyenneté : » il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde et de contribuer à la protection de l'environnement » (Loi 95 sur la protection de l'environnement).

Les acteurs de la politique française de l'environnement

Protection régalienne: "le tout à l'état"

L'acteur principal de cette politique émergente de protection des espaces naturels est l'Etat.

Ceci par le biais des parcs nationaux, de la création des établissements publics, les agences de l'eau et le Conservatoire du littoral. Le fonctionnement de cette politique est très centralisé.

Les élus, associations et usagers n'ont a priori aucune influence et n'ont pas le droit de cité.

"Le tout à l'écu"

Les années 80 se caractérisent par deux nouvelles lois, la loi Littoral et la loi Montagne dont la mise en application est confiée aux élus. Ceci découlant de la loi de décentralisation (1982-83) et de la loi Bouchardeau sur les enquêtes publiques. La Taxe départementale sur les espaces naturels sensibles est également instaurée à cette période, cette politique est également confiée à des élus, puisqu'elle est menée par les conseils généraux.

La tendance est donc de donner davantage de responsabilités et de compétences aux élus.

Cependant, des dérives vont être constatées, des élus ne vont pas respecter les servitudes de la loi Littoral, par exemple. Ou encore, les produits de la TDENS vont servir à aménager des espaces mais qui auront en fait perdu tout caractère naturel par les aménagements mis en place (parcs de loisirs...). Une reprise en main gouvernementale est envisagée.

Le partage des compétences, la prise en compte des usagers

A partir des années 90, il semble qu'il y ait une recherche d'équilibre entre les rôles de l'état, des élus et des citoyens. En effet, les loi Eau, Paysage, Barnier invitent à une plus grande concertation et les citoyens ont désormais un rôle et leur mot à dire.

Toutes les mesures découlant de ces lois s'inscrivent dans une démarche collective. Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux illustrent bien cette tendance. En effet, ils sont élaborés, révisés et suivis par une commission locale de l'eau composée d'élus, de représentants de l'Etat, des usagers... Cette commission est mise en place par un représentant de l'Etat, à l'initiative des collectivités locales.

La loi Barnier sur la protection de l'environnement donne du pouvoir aux associations qui peuvent désormais mener des actions en justice et se porter partie civile ; il en est de même pour les établissements publics. Ceci dénote une prise en compte grandissante des problèmes environnementaux.

Présentation de la réglementation et de la législation concernant le littoral et les zones humides

Tableau 1: récapitulatif de la législation littoral

	Dates	National	Européen	International
Politique protectionniste Approche ponctuelle : « nature à protéger » "le tout à l'état"	1960	•Loi créant les Parcs Nationaux		
	1964	•Loi eau : création des agences de l'eau		
	1967	•Loi créant les Parcs Naturels Régionaux		
	1971			•RAMSAR
	1975	•Création du CELRL : Conservatoire des Espaces Littoraux et Rivages lacustres		•PNUE :PAM, Plan d'Action pour la Méditerranée
	1976	•Loi sur la protection de la nature •Loi relative aux installations classées	•Convention de Barcelone (méditerranée)	
Politique contractuelle Approche globalisante : « gestion intégrée » Décentralisation des acteurs Concertation	1979		•Directive oiseaux •Directive d'Ornano	
	1985			•PNUE : Convention de Nairobi et Carthagène (mers régionales)
	1986	•Loi Littoral		
	1992	•Loi sur l'Eau	•Directive Habitat	•OSPAR : Protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est •Conférence de RIO : agenda 21
	1995	•Plan d'actions nationales sur les zones humides •Loi sur le renforcement de la protection de la nature (Barnier)		
	2000		•Directive cadre sur l'eau	
	2002		GIZC : Gestion Intégrée des Zones Côtières	

La politique nationale de protection du littoral

La naissance du droit du littoral a été initiée par le rapport Piquard en 1973.

Ce rapport, établi en 1973 pour la DATAR, avait dressé un bilan de la situation du littoral aux niveaux géographique et économique. En présentant l'impact des activités sur les sites, après avoir recensé les facteurs de mutation futurs, il se prononçait pour une politique d'aménagement reposant sur une dimension nouvelle du littoral, non plus cantonné au seul domaine public maritime, mais incluant l'arrière-pays sur plusieurs kilomètres de profondeur. Il s'agissait de "mettre fin au contraste entre la côte congestionnée et l'arrière-pays déserté, et cela dans tous les domaines : de la densité, de l'esthétique, de l'écologique, comme de l'économie et des finances des collectivités, des valeurs foncières". Pour atteindre ces objectifs le rapport Piquard préconisait, entre autres, la création du Conservatoire du Littoral.

Le Conservatoire des Espaces Littoraux et Rivages Lacustres

Cet établissement public de l'État à caractère administratif crée en 1975, a pour "mission de mener, après avis des conseils municipaux intéressés, une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (...). La compétence du Conservatoire s'étend à toutes les communes littorales (y compris en bordure des lacs et étangs de plus de 1 000 ha). Compétence étendue par la loi du 4 février 1995 aux communes riveraines des estuaires et des deltas en aval de la limite de salure des eaux. Le Conservatoire est à la tête (données 2003) d'un patrimoine d'environ 67 000 ha répartis sur quelque 500 sites, soit 860 Km, 12% du linéaire côtier en métropole (7,5% DOM compris).

La stratégie à long terme du Conservatoire du Littoral prévoit un objectif de maîtrise foncière de 200 000 ha en métropole et de 70 000 ha dans l'outre-mer d'ici 2030. Ceci implique un triplement de son patrimoine et un doublement de la part du linéaire côtier qu'il préserve, pour assurer l'objectif du "tiers naturel" des côtes françaises.

Schémas de mise en valeur de la mer (SMVM)

Ces schémas fixent "les orientations fondamentales de la protection, de l'exploitation et de l'aménagement du littoral". Ils ont vu leur portée complétée par l'article 18 de la loi "Littoral".

Ce dernier leur intègre "l'espace terrestre attenant", "nécessaire à la préservation du milieu littoral et du milieu marin". Le décret du 5 décembre 1986 précise le contenu et l'élaboration de ces SMVM. Les effets des SMVM sont identiques à ceux des directives territoriales d'aménagement (DTA) c'est-à-dire que les instruments d'urbanisme inférieurs doivent être compatibles avec eux. Mais ces schémas ont beaucoup de mal à aboutir : en 2000, 11 SMVM ont été entrepris, mais seul, celui de l'étang de Thau a abouti. Dans les DOM et en Corse, les SMVM sont un chapitre du schéma d'aménagement régional (SAR).

En effet, la loi du 2 août 1984 a transféré aux régions d'outre-mer des compétences particulières, notamment dans le domaine de l'aménagement. Ainsi, en vertu de cette loi, les régions d'outre-mer sont compétentes pour élaborer et adopter les Schémas d'Aménagement Régionaux (SAR), ceux-ci étant approuvés par décret en Conseil d'Etat. En 2003, les SAR de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe ont été réalisés et approuvés par décret en Conseil d'État. Celui de la Guyane est toujours en cours d'élaboration. .

Loi littoral

La loi du 3 janvier 1986 est le fruit de l'élaboration progressive d'un régime spécifique pour un espace naturel particulièrement menacé à la fois pour des raisons naturelles et pour des raisons tenant à la pression croissante des activités humaines. Elle est venue accroître la protection du littoral déjà esquissée par la directive d'Ornano du 25 août 1979. Il s'agit d'encadrer l'aménagement de l'ensemble des communes littorales, des communes de métropole et des départements d'outre-mer - riveraines de mers et océans, des étangs salés, des plans d'eau intérieurs d'une superficie supérieure à 1 000 ha ; - riveraines des estuaires et des deltas lorsqu'elles sont situées en aval de la limite de salure des eaux et participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux.

Quels sont les champs d'application de la loi ?

Elle ne concerne pas tout ni toutes les activités sur le littoral : elle ne réglemente pas la pêche ni les ports en général. Mais elle établit une servitude de passage de piétons, réglemente les campings et les parcs de stationnement, évoque l'accueil des navires de plaisance, réglemente l'extraction des matériaux, la gestion du domaine public maritime et fluvial, l'usage des plages. Elle traite de la qualité des eaux, des schémas de mise en valeur de la mer (SMVM). D'une façon générale, l'extension de l'urbanisation est limitée par les dispositifs suivants : sur l'ensemble du territoire des communes riveraines, l'urbanisation doit se réaliser soit "en continuité", soit en "hameaux nouveaux intégrés à l'environnement". Sur les espaces proches

du rivage, "l'extension doit être limitée et justifiée et motivée au plan d'occupation des sols par la configuration des lieux" ou "l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau". Cette condition n'est pas exigée s'il y a conformité à un schéma directeur ou à un schéma de mise en valeur de la mer. En l'absence de ces documents, il faut l'accord du préfet. Enfin, sur la "bande littorale" de 100 mètres, les constructions sont interdites "en dehors des espaces urbanisés". Un décret du 20 septembre 1989 précise les conditions d'application de la loi et s'efforce de mieux définir et délimiter les espaces à protéger mentionnés par la loi. Mais la loi néglige les espaces proprement marins au profit des zones du littoral immédiat : zones humides, marais, plans d'eau et lagons.

Certains portent un regard critique sur la loi Littoral. Officiellement, le rapport Gressier, remis en février 1999, relevait que la loi "a permis de mettre un terme sévère aux dérives" et a bien "constitué un frein à l'urbanisation diffuse et incontrôlée". Mais, s'il notait que plus de "82% des communes littorales couvertes par un POS (soit 88% de l'ensemble des communes littorales) (...) sont aujourd'hui en compatibilité avec les principes et les règles posés par la loi" il observait aussi qu'une "reprise de l'activité BTP sur le littoral semble cependant se dessiner depuis le début de l'année 1998". En effet, de sérieux coups de canif ont été portés à la protection des zones sensibles régies par la loi "Littoral". Par amendements successifs, députés et sénateurs ont introduit des dispositions dérogatoires. Ainsi, dans la bande des 300 mètres jouxtant les espaces lacustres, il est désormais possible de réaliser "un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux". Il est également possible de construire des « routes de transit à moins de 2 000 mètres des rives des plans d'eau intérieurs », auparavant prohibées. La loi (de Robien) "Urbanisme, habitat et construction", adoptée le 28 mai 2003 contribue aussi à desserrer ce que certains considéraient comme un "carcan environnemental".

Loi sur l'eau de 1992

Cette loi apporte la première reconnaissance juridique des zones humides dans le droit français et affirme la nécessité de préserver et de protéger les écosystèmes aquatiques et les zones humides.

Cette protection des écosystèmes et des zones humides est présentée dans la loi comme un objectif de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le principe de la mise en œuvre de cette gestion se décline dans tous les articles de la loi et notamment dans ceux relatifs aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, à

l'échelle des six grands bassins hydrographiques, et aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux à l'échelle de sous bassins ou d'aquifères. Ils fixent des objectifs de protection quantitative et qualitative des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Plan d'actions nationales pour les zones humides

Suite au constat d'une régression rapide des zones humides, le Comité Interministériel de l'Evaluation a confié une mission d'évaluation des politiques publiques en matière de zones humides au Préfet Paul Bernard.

Le rapport de cette instance publié en septembre 1994 mettait en évidence la régression continue des zones humides en France, ainsi que les incidences des différentes législations et aides publiques de l'Etat et des collectivités sur la disparition de ces zones.

Citons à titre d'exemple : les effets de la politique agricole (drainage, remembrement...), des boisements, des remblaiements, des gros travaux (infrastructures...), du recalibrage des cours d'eau, des aménagements hydroélectriques, des extractions de granulats, etc.

Le 22 mars 1995, le Ministre de l'Environnement présentait au Conseil des Ministres un Plan d'action gouvernementale de sauvegarde et de reconquête des zones humides en France

Le Plan d'action définit un certain nombre de mesures regroupées autour de 5 grands axes :

- Inventorier les zones humides et renforcer les outils de suivi et d'évaluation.
- Lancer un programme national de recherche sur les zones humides.
- Assurer la cohérence des politiques publiques.
- Reconquérir les zones humides.
- Lancer un programme d'information, de sensibilisation, et de formation.

Concrètement, il a été décidé la création d'un Observatoire National des Zones Humides dont la gestion a été confiée à l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) qui assure le rôle d'observatoire national des zones humides.

Cinq objectifs ont été assignés à l'Observatoire par le Ministère de l'Environnement :

- connaître précisément la situation actuelle des zones humides en France,
- suivre leur évolution au niveau national et par bassin,

- accroître la capacité d'expertise du Ministère (impact des politiques d'aménagement...)
- influencer sur les politiques sectorielles (agriculture, équipement, ...) et orienter les politiques de protection, dans le cadre du renforcement de la concertation ministérielle avec la mise en place d'un système d'analyse et de suivi des politiques publiques et de leur impact sur les zones humides.
- diffuser les informations recueillies.

Le fonctionnement de l'observatoire s'appuie en outre sur un réseau de correspondants locaux et régionaux qui a été mis en place fin 97.

Le Programme National de Recherche sur les Zones Humides (PNRZH) comprend quatre thèmes principaux :

- structure et fonctionnement des zones humides, thème qui vise à développer les connaissances et les méthodologies permettant d'une part de caractériser les zones humides (milieux, faune, flore), et d'autre part de définir les critères d'évaluation de leur fonctionnement,
- rôle écologique et importance économique des zones humides,
- interactions Nature/Société dans les zones humides, thème centré sur la nécessité de mieux connaître les effets des diverses pratiques d'utilisation des ressources ou d'aménagement du milieu sur le fonctionnement général des zones humides,
- modes d'actions pour la conservation ou la restauration.

La cohérence des politiques publiques est assurée par des actions de :

- correction des législations et réglementations défavorables aux zones humides,
- modification de la fiscalité sur le foncier,
- utilisation du Fonds de Gestion de l'Espace Rural et des mesures Agriculture-Environnement pour sauvegarder les zones humides,
- respect de la fonctionnalité naturelle des zones humides dans les aménagements,
- prise en compte des zones humides dans les documents d'urbanisme.

D'une manière générale, cet axe vise à inciter les différents partenaires, en fonction de leurs domaines de compétences, à mettre en oeuvre des programmes de gestion, voire de restauration des zones humides.

La politique internationale de protection du littoral

Le programme des nations unies pour l'environnement

Le PNUE, Programme des Nations Unies pour l'Environnement, s'est particulièrement attaché aux problèmes de l'environnement marin en adoptant une démarche globale (indépendante des catégories juridiques du milieu marin) et régionale (appliquée à chaque mer constituant une entité géographique). C'est ainsi que s'est développé, à partir de 1974, un programme pour les mers régionales dont les déclinaisons supposent : - une convention cadre pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région, - des protocoles additionnels visant des objectifs précis. La France est concernée au titre de ses DOM par deux de ces programmes : les départements français d'Amérique qui font partie de la région Caraïbes (Convention de Cartagena de Indias, 24 mars 1985) et La Réunion qui relève de la région de l'Afrique orientale (Convention de Nairobi, 21 juin 1985)

La convention RAMSAR

C'est en 1986 que la France a adhéré à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, dite "Convention de Ramsar", du nom de la ville d'Iran où elle a été signée en 1971. La France s'est alors engagée sur la scène internationale à préserver les zones humides de son territoire.

Principes:

Comme tout adhérent à la Convention, la France a dû inscrire, sur la liste Ramsar, au moins une des zones humides d'importance internationale de son territoire. Ce sont, à ce jour, 17 sites qui ont été désignés, dont 3 outre-mer. Le choix d'une telle zone se fait selon des critères tels que la présence d'espèces animales et végétales rares, en danger ou en grand nombre (oiseaux d'eau notamment), ou le rôle qu'elle joue pour le maintien des populations humaines.

Cette désignation constitue, pour chacune des zones humides concernées, un label de reconnaissance internationale, et non une protection réglementaire ou une mesure contraignante. Il met en évidence la nécessité de maintenir et de préserver les caractéristiques écologiques et les richesses de ces zones, par une utilisation rationnelle des ressources. Il

appartient ainsi à chaque habitant, chaque usager qui fait vivre, gère ou exploite la zone humide, a fortiori les pouvoirs publics, de conserver à long terme ces milieux vivants. Réserve à des sites d'intérêt majeur, le label Ramsar peut en outre faciliter l'accès à certaines aides publiques régionales, nationales et communautaires.

De quelles conservations parle-t-on?

L'utilisation rationnelle d'une zone humide et de ses ressources, telle que visée par la Convention de Ramsar, désigne tout mode de gestion du milieu permettant de concilier les activités sociales et économiques (la chasse, la pêche, l'agriculture, la production de sel, la sylviculture, la navigation, les loisirs, certaines activités industrielles), avec le maintien des équilibres naturels de la zone en question, en d'autres termes la conservation de ses caractéristiques écologiques.

Seule une concertation permanente entre les différentes catégories d'usagers et utilisateurs de la zone humide peut permettre d'atteindre un tel objectif. C'est la raison pour laquelle un comité de suivi est créé pour chaque site Ramsar, afin d'orienter et de coordonner la gestion de la zone humide, et respecter son intégrité écologique.

Un réseau international

Près de 800 zones humides d'importance internationale ont été désignées à ce jour ; elles forment un réseau qui permet de prendre davantage conscience de leur richesse et de leur intérêt.

Ce réseau favorise l'échange d'expériences et de savoir-faire ; il facilite la coopération, notamment pour la gestion des zones humides transfrontalières, ou de celles situées sur une même voie de migration d'oiseaux ou de poissons.

Plan d'actions pour la méditerranée: PAM

Initié dès 1975 sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) rassemble aujourd'hui l'Union européenne et les vingt et un états riverains de la Méditerranée dans sa politique de lutte contre la pollution du milieu marin. Le PAM révèle la prise de conscience des états que la Méditerranée constitue un bien commun et que sa protection exige l'adoption de règles communes..

Le système régional méditerranéen est constitué par la Convention de Barcelone - Convention cadre fixant des principes généraux - et les protocoles additionnels, appliquant ces principes dans les six domaines suivants :

- Immersions.
- Situations critiques.
- Pollution tellurique.
- Aires marines protégées.
- Activités off shore: non ratifié par la France.
- Déchets dangereux: non ratifié par la France.

Convention sur la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen (Convention de Barcelone)

Nouvelle version adoptée à Barcelone le 10 juin 1995

Ratifiée par la France le 16 avril 2001

Non en vigueur

Comme tout accord-cadre, la Convention de Barcelone de 1976 contient des dispositions plus incitatives que contraignantes. Elle fixe une ligne générale de conduite que les Parties contractantes devront respecter. Toutefois, l'énumération de principes, aussi importants soient-ils, n'étant pas suffisante, les Parties s'engagent à négocier ultérieurement des accords particuliers. Ces accords prendront la forme de protocoles additionnels mettant en œuvre les principes généraux de la Convention dans des domaines particuliers.

Au début des années 1990, l'évolution du cadre juridique international - le Sommet de Rio notamment - conduit les Etats méditerranéens à envisager une réorientation du système de coopération. Au cours de la Conférence organisée à Barcelone les 9 et 10 juin 1995, est alors adopté un nouveau Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée (PAM Phase II) ainsi que des amendements à la Convention de Barcelone.

La Convention de Barcelone amendée s'intitule désormais Convention sur la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen. Ainsi, le champ d'application géographique de la Convention s'étend aux eaux intérieures des Etats et au littoral « tel qu'il est défini par chaque Partie contractante pour ce qui la concerne », ouvrant des perspectives à une réglementation

régionale des zones côtières méditerranéennes. De même, tout protocole peut étendre le champ géographique de ses interventions.

Les nouvelles dispositions de la Convention intègrent les tendances du droit de l'environnement apparues dans le sillage de la Convention de Rio de 1992 et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, entrée en vigueur le 16 novembre 1994. Ainsi, sont notamment formulés :

- l'exigence d'un développement durable ;
- l'engagement des Parties à appliquer le principe de précaution et le principe pollueur/payeur.
- l'exigence de l'information et de la participation du public aux processus de prise de décisions.

Les protocoles « Situations critiques » et « Prévention et situations critiques »

Nouvelle version :

Protocole relatif à la coopération en matière de prévention de la pollution par les navires et, en cas de situation critique, de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée

Adopté à Malte le 25 janvier 2002
Ratifié par la France le 2 juillet 2003
En vigueur le 17 mars 2004

Le Protocole « Situations critiques » de 1976 prévoit la mise en œuvre d'une coopération en cas de « présence massive, d'origine accidentelle ou provenant d'un effet cumulatif, d'hydrocarbures ou d'autres substances nuisibles » constituant « un danger grave et imminent pour le milieu marin, les côtes ou les intérêts connexes de l'une ou plusieurs Parties ». La rédaction du texte est peu contraignante : les Parties « s'efforcent », « s'engagent à coopérer dans la mesure du possible ».

En novembre 1997, les Parties contractantes réunies à Tunis adoptent « la stratégie régionale en matière de prévention des pollutions du milieu marin par les navires ». La philosophie générale de l'action est alors bouleversée. Initialement, celle-ci se portait prioritairement sur les actions à mener en cas de situation critique. La nouvelle stratégie donne à l'inverse une priorité à la prévention des accidents, notamment ceux liés aux rejets opérationnels des navires - résidus d'hydrocarbures, substances chimiques dangereuses, eaux usées, ordures. Le

protocole de 2002, dit Protocole « Prévention et situations critiques », confirme l'importance accordée au volet prévention.

Le protocole relatif aux immersions

Version amendée :

Protocole relatif à la prévention et à l'élimination de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires ou aéronefs ou d'incinération en mer

Adopté à Barcelone le 10 juin 1995
Ratifié par la France le 16 avril 2001
Non en vigueur

Le Protocole de 1976 régleme la question des immersions par un système de liste : liste de substances dont l'immersion est interdite, liste de substances dont l'immersion est soumise à la délivrance d'un permis spécifique ou d'un permis général.

En 1995, l'économie générale du texte est modifiée. Le principe devient celui d'une interdiction d'immersion de toute substance, à l'exception de cinq catégories déterminées pour lesquelles l'immersion requiert la délivrance d'un permis par l'autorité nationale compétente. De plus, est également interdite toute incinération en mer. Ces amendements traduisent le consensus qui s'est progressivement établi, selon lequel l'immersion volontaire de déchets est incompatible avec la capacité assimilatrice du milieu marin.

La formulation d'un principe d'interdiction totale des incinérations en mer et l'utilisation d'une liste quant aux immersions constituent une avancée notable.

Le protocole relatif à la pollution tellurique

Version amendée :

Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution provenant de sources et activités situées à terre

Adopté à Syracuse le 7 mars 1996
Ratifié par la France le 16 avril 2001
Non en vigueur

Le Protocole « Tellurique » de 1980 met en place une réglementation des rejets selon les substances. Les Parties s'engagent à éliminer la pollution par certaines substances énumérées à l'Annexe I, à réduire la pollution par les substances énumérées à l'Annexe II. L'Annexe III

établit les facteurs à prendre en compte afin de délivrer une autorisation de rejet. Les Parties se doivent par ailleurs, d'entreprendre des activités de surveillance continue des rejets, d'établir des critères communs concernant notamment la « longueur, la profondeur et la position des canalisations utilisées pour les émissaires côtiers ».

L'objet des amendements adoptés le 7 mars 1996 à Syracuse est de mettre le texte en conformité avec le Programme d'action mondiale pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, adopté à Washington le 3 novembre 1995 sous l'égide du PNUE.

Le préambule affiche la volonté des Parties d'appliquer le principe de précaution et le principe pollueur-payeur. Le champ d'application des interventions est étendu au bassin hydrologique et aux eaux saumâtres, eaux salées côtières, y compris les étangs et les lagunes côtières, ainsi qu'aux eaux souterraines communiquant avec la mer Méditerranée.

L'article 1^{er} prévoit l'obligation pour les Etats parties de prendre « toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et éliminer dans la mesure du possible » la pollution de la Méditerranée provenant de sources terrestres.

Le programme d'actions stratégiques visant à combattre la pollution due à des activités menées à terre (PAS) a été élaboré en 1998 ; il devrait se traduire au niveau national, par l'élaboration de plans d'actions nationaux (PAN).

Les protocoles relatifs aux aires marines protégées

Nouvelle version :

Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée

Adopté à Barcelone le 10 juin 1995

Ratifié par la France le 16 avril 2001

En vigueur le 12 décembre 1999

Bien que n'étant pas expressément prévue par la Convention de Barcelone, la question de la création de zones protégées a paru suffisamment importante pour faire l'objet d'un accord spécial. L'objet du protocole de 1982 est la protection des territoires et des ressources naturelles par la création d'aires particulièrement protégées dans les eaux sous souveraineté exclusive des Etats, eaux intérieures et mer territoriale ; les Parties contractantes peuvent également désigner des zones humides ou des zones côtières. Il s'agit donc de compléter les mesures de lutte contre la pollution par la détermination de zones marines nécessitant une protection particulière en vertu de leurs intérêts biologique, scientifique, esthétique, historique, archéologique, culturel et éducatif. L'élaboration des règles relatives au choix, à la

création et à la gestion de ces espaces est confiée aux Etats parties qui devront prendre en compte les lignes de conduite proposées par le texte.

Le protocole adopté le 10 juin 1995 connaît un champ d'application géographique étendu ; ainsi, il s'applique à présent aux eaux sous souveraineté des Etats parties, aux zones côtières terrestres désignées par les Etats, aux zones humides et également en haute mer. Les Etats sont invités à créer des aires spécialement protégées (ASP) dans les zones marines et côtières soumises à leur souveraineté ou leur juridiction ; dans l'hypothèse où la zone en question est contiguë à la frontière d'un autre Etat, partie ou non à la Convention, les deux Etats doivent s'efforcer de collaborer.

Par ailleurs, les Etats peuvent établir des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM) lorsque les sites dont il s'agit ont une valeur particulière pour la région. L'innovation du nouveau protocole tient à ces ASPIM qui peuvent être instituées en haute mer. Le texte gagne en cohérence, puisque l'institution d'aires marines protégées dans les seuls espaces sous souveraineté ou juridiction étatiques avait un intérêt limité.

Convention de Paris, dite convention OSPAR (1992)

La Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-Est est née de la fusion de la Convention d'Oslo (1972) traitant de la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion, et de la Convention de Paris, traitant des rejets d'origine tellurique. Ratifiée par tous les pays riverains de l'Atlantique Nord-Est (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, la Suède), plus le Luxembourg, la Finlande, la Suisse, et la Communauté Européenne, elle est entrée en vigueur en mars 1998.

L'objet de la Convention est de fédérer les moyens de connaissance et d'action des Parties contractantes pour, globalement, assurer la meilleure conservation possible de cet espace marin, dans un esprit de développement durable.

Les 5 annexes à la Convention révèlent la démarche qu'elle s'impose.

- **Annexe I**, sur la prévention et la suppression de la pollution provenant de sources telluriques, reprend les dispositions de la Convention de Paris (1974).

- **Annexe II** sur la prévention et la suppression des pollutions par les opérations d'immersion et d'incinération en mer, reprend ceux de la Convention d'Oslo.
- **Annexe III** est spécifique aux activités offshore, contrôle des pollutions résultant de ces activités et élimination des plates-formes désaffectées.
- **Annexe IV** porte sur l'évaluation du milieu marin. Elle prévoit un bilan périodique de l'état du milieu en regard des activités humaines et des efforts accomplis pour en limiter l'impact. Un bilan pour chacune des 5 régions identifiées et un bilan de synthèse pour la région seront publiés début 2001 (QSR 2000).
- **Annexe V** sur "la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime" (dite annexe biodiversité) a été adoptée par les ministres à Sintra en 1998. Elle est entrée en vigueur le 30 août 2000. Le projet de loi de ratification par la France est en cours d'instruction inter ministérielle.

Les objectifs de la convention OSPAR sont proches des protocoles relatifs au PAM.

La Directive Cadre sur l'Eau 2000

Cette directive aborde les problèmes de pollution des eaux par une approche fondée sur le bon sens mais novatrice, qui prend les différents bassins hydrographiques comme point de départ de la protection des ressources hydriques de l'Union. La gestion des bassins hydrographiques rapproche tous ceux qui, à l'échelon national, régional et local, ont une incidence sur les ressources en eau, depuis les sources de montagne jusqu'aux lacs, aux rivières et à la mer.

L'objectif de la directive cadre sur l'eau est de veiller à ce que les gouvernements de l'Union européenne mettent en place des mesures coordonnées pour gérer l'utilisation de l'eau et résorber la pollution plutôt que des politiques fragmentaires, qui sont souvent des politiques du moment. . En ce qui concerne les zones côtières, la directive cadre sur l'eau garantira l'adoption par les états membres de mesures cohérentes de lutte contre toutes les sources de pollution, qu'elles soient d'origine terrestre ou maritime. La législation accorde aux gouvernements un délai de quinze ans pour obtenir une bonne qualité de leurs eaux littorales et continentales, par la mise en oeuvre dans ce domaine de politiques cohérentes fondées sur la gestion des bassins hydrographiques.

Le Gestion Intégrée des Zones Côtières GIZC - 2002

En France, le ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD) prépare l'application de la directive européenne sur la gestion intégrée des zones côtières qui établit, de façon globale, un cadre pour une politique communautaire de l'eau et fixe aux États membres des objectifs précis à atteindre pour une meilleure qualité de l'eau de mer. Des programmes de suivi, de surveillance et de contrôle de la qualité des eaux marines doivent fixer les étapes permettant, avant 2015, d'atteindre le bon état écologique des estuaires et des eaux côtières (jusqu'à un mille de la côte), mais aussi le bon état chimique des eaux territoriales (jusqu'à douze milles des côtes).

Au préalable, l'Union Européenne a lancé en 1996 un programme de démonstration sur la gestion intégrée des zones côtières, s'appuyant sur 35 projets locaux et régionaux. Les résultats du programme de démonstration confirment que la dégradation permanente et la gestion inadéquate de nombreuses zones côtières européennes sont imputables à des problèmes liés à :

- Une information incomplète ou inadéquate, tant en ce qui concerne l'état des zones côtières que l'impact des activités humaines, économiques ou non,
- Une concertation insuffisante entre les différents niveaux et secteurs administratifs et leurs actions respectives,
- Une concertation et une consultation insuffisante des acteurs concernés (professionnels, ONG, scientifiques, etc.)

Principes de la GIZC

Les zones côtières, milieu vulnérable, connaissent à travers le monde un accroissement de la population, une expansion du tourisme et une exploitation intensive des ressources marines. A cela, il faut ajouter les risques naturels provoqués notamment par les changements climatiques. Les conflits d'intérêt y sont de plus en plus fréquents et l'utilisation durable des ressources naturelles et de l'environnement est compromise. La GIZC est développée pour aider à la résolution de ces conflits : la Gestion Intégrée des Zones Côtières est un processus continu dont le but est de mettre en œuvre le développement durable dans la zone côtière et de maintenir sa diversité. Les décisions qu'elle aura à appliquer doivent servir les besoins des générations actuelles et futures. Pour faciliter la GIZC, deux problèmes essentiels doivent être identifiés :

- 1) les arrangements structurels et institutionnels (une structure administrative qui assure l'intégration horizontale et verticale de la gestion), les arrangements législatifs (lois, conventions, décrets et normes pour rendre possible la gestion), les arrangements financiers (fonds nécessaire à l'application du processus).**
- 2) La fourniture de l'information, des méthodes, outils et techniques, à l'adresse du manager, nécessaires à la prise de décision.**

Le programme GIZC est constitué de quatre phases :

- reconnaissance du problème (évaluation),**
- planification (collecte des données, développement de politique et prise de décision)**
- mise en œuvre (plan d'exécution, conduite, maintien et contrôle)**
- évaluation (bilan et perspectives).**

Le processus de la GIZC

Durant les dernières décades, des expériences de gestion intégrée des zones côtières ont été menées dans plusieurs pays à travers le monde. Une observation générale est que le succès est encore rare. Ce n'est pas une surprise dans la mesure où la GIZC est plutôt un nouveau sujet dans la définition de politique. Du point de vue de son échelle et de sa complexité physique, socio-économique et institutionnelle, il est généralement reconnu que la GIZC est un processus interactif long impliquant un nombre d'étapes cycliques allant de l'identification du problème à la mise en œuvre et l'évaluation des mesures prises. En général, il faut plusieurs cycles dans le processus de la GIZC pour mûrir et atteindre l'objectif de la qualité durable de l'environnement et l'amélioration de la qualité de la vie. Avec des cycles de durée de l'ordre de 10 à 15 ans, il est clair que la plupart des pays sont encore à une phase précoce du processus de la GIZC (Winsemius WCC 1993).

Analyse spécifique de la législation concernant le littoral

Les objectifs et mode d'actions de la législation

Vers une prise en compte globale d'un biotope: habitat, faune, flore?

Jusqu'à récemment, la majeure partie des dispositions législatives en droit de l'environnement différenciaient la protection d'un milieu naturel spécifique et la protection d'espèces y trouvant refuge, bien que ces deux compartiments soient indissociables. Dans l'application, la protection d'une espèce implique nécessairement la préservation de son habitat. Le réseau NATURA 2000 issu de la directive Habitat semble s'orienter vers une prise en compte globale des écosystèmes : espaces et espèces.

L'influence européenne: des objectifs plus précis, quantifiés et évalués.

L'analyse des objectifs du tableau met en évidence l'influence de l'Europe à travers les objectifs énoncés lors de la transposition en droit interne. Ceci prend la forme de textes juridiques, dont les objectifs apparaissent plus globaux et à la fois plus précis, dans la mesure où les résultats à atteindre sont qualifiés et quantifiés. La Directive cadre sur l'eau (2000) illustre tout à fait cette tendance puisqu'elle impose, entre autres, un bon état écologique des eaux territoriales et maritimes, d'ici 2015, en imposant des teneurs en polluants toxiques (minéraux et organiques) à ne pas dépasser. Ceci implique donc une évaluation des résultats des politiques publiques. Cependant cela soulève le problème de l'application de ces normes sur des territoires différents à l'échelle nationale et européenne, ayant des spécificités locales telles, que le respect de ces normes est impossible.

Principe d'intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles

A partir des années 90, les objectifs des politiques sectorielles d'aménagement et d'urbanisme intègrent la notion d'environnement. Ainsi, les directives territoriales d'aménagement (1995) et la loi Solidarité et Renouvellement urbain (2002) à titre d'exemple, prennent en compte l'environnement au sens large du terme. Il s'agit pour les DTA de "fixer les orientations fondamentales en matière d'aménagement et d'équilibre entre développement économique et préservation des espaces naturels (...)".

Puis, les principes de la loi SRU énoncés sont: « préservation des espaces affectés aux activités agricoles, forestières et à la protection des espaces naturels et des paysages ». Le principe d'intégration de l'environnement est encore récent et a été défini lors de la Conférence de Rio(1992):"Pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément." La Déclaration de Rio souligne que les préoccupations environnementales font partie d'un tout et que les objectifs poursuivis en matière d'environnement sont conditionnés, le plus souvent, par des orientations et des choix faits au titre d'autres politiques publiques.

Un manque de cohérence des politiques publiques sectorielles

Bien que les politiques d'aménagement du territoire (urbanisme) ou encore la politique agricole aient intégré le principe d'environnement dans leurs objectifs, la préservation des espaces naturels n'est pas garantie pour autant. En effet, si l'on considère la politique agricole, la préservation des zones humides par exemple, passe par des mesures incitatives reposant sur une démarche individuelle et volontaire de l'exploitant agricole, mais à la fois ce même exploitant peut être subventionné par la politique agricole commune pour des cultures non respectueuses de l'environnement. Ces contradictions entre les politiques horizontales sont nombreuses.

De très nombreuses politiques ont des prolongements importants dans les zones côtières : agriculture, forêts, transports maritimes et terrestres, énergie, pêche, navigation, tourisme...etc. C'est le plus souvent la superposition non maîtrisée de ces politiques sectorielles qui amène à dégrader le milieu, et ceci peut être irréversible.

Vers une souplesse de l'adaptation et de mise en œuvre des instruments législatifs

Jusque dans les années 80, les lois ont mis en œuvre des outils à caractère réglementaire et une mise en application définie. Les outils tels que les parcs nationaux, réserves naturelles, ou encore arrêtés préfectoraux de biotopes énonçaient majoritairement des réglementations prohibitives sur des périmètres définis.

Cette tendance s'infléchit dans les années 80 avec la parution d'instruments de planification tels que les SMVM, SAR et la politique départementale de la TDENS qui sont à mettre en parallèle avec la politique de décentralisation. En effet, le goût du jour est de donner davantage de responsabilités aux régions, départements, collectivités et élus. Du coup, la tendance est à un assouplissement de la mise en œuvre des politiques publiques de manière à les adapter au contexte local. Cependant, les outils d'application restent globalement les mêmes. Ainsi, dans les années 90, par le biais des différentes lois: loi sur l'eau, loi paysage, loi Barnier, de nouveaux outils de planification voient le jour (SDAGE, SAGE, DTA, PPR). Ces outils ont pour but de prendre en compte les caractéristiques locales et mettre en œuvre des outils adaptés à la gestion du milieu. A titre d'exemple, on peut citer les SAGE qui vont cerner les problématiques à l'échelle d'un sous bassin versant et mettre en œuvre des outils de gestion adaptés tels que des contrats rivière ou des contrats de baie, ainsi que des préconisations, ceci en concertation avec les usagers de la zone. On passe à des modes d'action plus incitatifs que prohibitifs, d'une politique plus contractuelle que réglementaire. L'ordre du jour est à l'information, l'incitation, la concertation et la prise en compte d'un milieu dans sa globalité avec une cohérence territoriale en y associant l'ensemble des usages et usagers.

Un réseau complexe d'acteurs

Les politiques publiques sont désormais dans une logique d'intégration des acteurs à tous les niveaux: international et national, central, régional, départemental et local, puis les acteurs des politiques sectorielles menées parallèlement. Cependant, les textes généraux ne spécifient pas vraiment la mise en œuvre des objectifs et des dispositifs des politiques, mais ils en attribuent les compétences aux organismes déconcentrés et territoriaux auxquels incombe cette responsabilité. Ceci va dans le sens d'une souplesse de la mise en œuvre, afin de répondre à des problématiques territoriales spécifiques, mais ceci n'est pas sans inconvénient car il y a donc une intervention simultanée de nombreux acteurs, à différents niveaux et donc une superposition des compétences, à l'origine de conflits.

Les problèmes de gestion peuvent souvent venir des facteurs suivants:

- des pouvoirs juridictionnels des gestionnaires et décideurs sectoriels complexes et peu clairs;
- une définition obscure des tâches respectives des gestionnaires des ressources côtières;

- l'absence de législation adéquate ou des lois contradictoires pour réglementer la gestion sectorielle des espaces littoraux;
- l'attitude sectorielle adoptée par chaque secteur de gestion vis-à-vis des autres, des objectifs de gestion trop étroits ;
- l'absence de connaissances et/ou de capacité de ces autorités,

Emergence d'une politique publique en matière d'espaces naturels littoraux?

Une prise en compte des zones humides récentes

Au début des années 90, une prise de conscience générale incite à une plus grande reconnaissance des zones humides. Tout d'abord, la loi sur l'eau leur donne une définition juridique et une valeur d'intérêt général.

Parallèlement, l'instance d'évaluation des politiques publiques en matière de zones humides est lancée et débouche sur le rapport du préfet Paul Bernard. Ce dernier publié en 1994, montre l'ampleur de la régression des zones humides, et en attribue pour l'essentiel, la responsabilité aux politiques publiques sectorielles. En 1995, le gouvernement a donc adopté un plan d'actions pour les zones humides. La création de l'observatoire des zones humides s'est effectué sur la même lancée.

Absence de mesures de protection spécifiques

Les mesures de protection qui s'appliquent aux zones humides sont les mêmes que celles qui concernent les milieux naturels. Il n'y a pas non plus de différenciation entre zones humides continentales et littorales. Puis, il n'est pas encore question d'une prise en compte de l'espace littoral dans toute sa dimension et sa cohérence. Les politiques publiques s'adressent soit au littoral dans sa dimension "océan", soit à la bande littorale correspondant à l'espace dunaire ou urbanisé.

La seule protection existante spécifique aux espaces naturels littoraux passe par la maîtrise foncière du Conservatoire du Littoral. Les schémas de mise en valeur de la mer qui sont des

outils de planification, prévoient une protection des espaces naturels sensibles ; cependant, très peu ont vu le jour en l'espace de 20 ans.

Les mesures de protection des zones humides littorales

L'observatoire national des zones humides a répertorié l'ensemble des mesures de protection nationale et internationale des zones humides "d'importance majeure".

Il entend par zones humides "d'importance majeure", un échantillon de zones humides représentant les diverses zones humides françaises, comprenant des zones humides du littoral atlantique et du littoral méditerranéen, des zones humides de vallées alluviales, des zones humides de plaines intérieures, des massifs riches en tourbières et d'autres zones humides de montagne. (voir tableau ci-dessous)

Environ 58% des superficies des zones humides "d'importance majeure" sont protégées à un titre ou à un autre. Parmi les mesures réglementaires, qui sont les plus performantes pour prévenir les destructions de zones humides, un important effort a été fait dans le cadre du réseau Natura 2000 : les zones de protections spéciales (ZPS) et les propositions de sites d'intérêt communautaire couvrent en effet 40% des zones humides concernées.

La répartition de ces protections entre les différents types de zones humides est inégale. Les zones situées sur les littoraux atlantique et méditerranéen sont mieux protégées par des mesures réglementaires que les zones de vallées alluviales ou de plaines intérieures. Ceci s'explique par la diversité des enjeux et les multiples pressions exercées sur le littoral.

Le tableau suivant prend en compte, uniquement les zones humides d'importance majeure et met en évidence la tendance suivante: les zones humides remarquables cumulent les dispositifs de protection et de gestion au détriment des zones humides plus ordinaires. Et ceci se vérifie particulièrement sur le littoral. De plus, cette tendance n'est pas prête à s'enrayer étant donné que la sélection des zones Natura 2000 s'est portée sur des zones naturelles où les protections juridiques étaient déjà présentes.

Tableau 2: Les mesures de protection des zones humides d'importance majeure

Types de zones humides	Surfaces de zones humides protégées (en % des surfaces des zones humides de chaque type)		
	Par des protections réglementaires	Par d'autres protections	Surface protégée par au

	Nationales (2)	Internationales (3)	Nationales (4)	Internationales (5)	moins une mesure de protection (6)
Vallées alluviales	2,5	29,6	10,5	6,1	36,6
Plaines intérieures	1,3	31,3	23,2	35,7	65,4
Littoral atlantique	4,8	66,3	7,3	16,3	69,4
Littoral méditerranéen	13,3	49,2	44,0	57,6	80,9
Total	3,4	40,6	16,8	23,0	58,2

(2) Sites du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (1997), réserves naturelles (2001), réserves naturelles volontaires (1999), réserves nationales de chasse et de faune sauvage (1998), arrêtés de biotope (1999), zones centrales de parcs nationaux (2001).

(3) Zones de protection spéciale (1999), propositions de sites d'intérêt communautaire (2001).

(4) Parcs naturels régionaux (2001), zones périphériques de parcs nationaux (2001).

(5) Sites Ramsar (2001).

(6) Total sans double compte, les diverses mesures peuvent se superposer.

Source: IFEN

Les espaces naturels littoraux enfin reconnus?

Les orientations de la directive européenne sur la gestion intégrée des zones côtières sont, en particulier, conçues pour que l'on considère la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides côtières comme essentielles au développement durable des zones côtières et non plus, comme c'est souvent le cas, comme une question sectorielle relevant du domaine de la conservation de la nature et des aires protégées

En conséquence, la Convention de Ramsar, comme les Parties contractantes se sont engagées, à couvrir les écosystèmes côtiers et marins aussi bien que les écosystèmes intérieurs.

Cependant, tous les pays n'ont pas de définition ni de délimitation claire et acceptée de la zone côtière elle-même ou de termes associés, et la France ne fait pas exception.

La définition de "zone côtière" peut être appliquée aux espaces suivants : la zone intertidale entre les hautes et basses mers; cette zone intertidale plus des parties adjacentes de la terre, soit sous forme de distance définie depuis le rivage vers l'intérieur (comportant parfois aussi une zone tampon plus large) soit par l'intégration plus souple d'écosystèmes

terrestres adjacents; les parties terrestre, intertidale et marine proche du rivage du système côtier, jusqu'aux zones d'exclusion économique des eaux territoriales

Les eaux côtières, la zone intertidale, le littoral et le rivage font généralement partie de la zone côtière.

Ceci a des conséquences pour la mise en œuvre effective de la GIZC. Plusieurs problèmes se posent.

Premièrement, la législation nationale sur la question, est vague quant aux définitions et critères de limite de la zone côtière.

Deuxièmement, les frontières administratives coïncident rarement avec les frontières des écosystèmes.

Troisièmement, il est souvent difficile de gérer les zones côtières transfrontières ne serait-ce que parce que la législation et la délimitation des zones côtières diffèrent grandement entre pays voisins.

Caractéristiques :

L'estuaire est l'exutoire d'un bassin versant couvrant 1/5^{ème} du territoire métropolitain, soit 115000 km². La Loire écoule à l'océan environ 25 milliards de mètres cube d'eau douce par an. Le régime du fleuve est très variable puisqu'il peut atteindre les 6000 m³/s en crue et descendre à 100 m³/s en étiage. Son débit moyen se situe aux alentours de 900 m³/s.

L'onde de marée se fait ressentir jusqu'à Ancenis soit à 95 Km de l'embouchure. Le front de salinité, quant à lui, remonte jusqu'à Nantes, soit à 60 Km de l'embouchure.

La surface entre l'embouchure et le front de marée dynamique est de 140 km².

Au plan écologique, cet environnement naturel est l'un des plus productifs de la biosphère. Il représente une richesse majeure car il s'agit d'une zone de contact et de transition, offrant une mosaïque de milieux à de nombreuses espèces faunistiques et floristiques.

Les usages

L'eau

L'eau de la Loire assure l'alimentation en eau potable des 2/3 de la population vivant en Loire-Atlantique. Elle est prélevée directement dans le fleuve ou dans la nappe alluviale.

Dans l'estuaire, l'industrie utilise l'eau essentiellement pour les échanges thermiques (centrale thermique EDF, terminal méthanier GDF...).

L'agriculture prélève directement en Loire pour les besoins en irrigation des zones maraîchères (environ 5000 ha) et parcelles en culture.

La qualité de l'eau :

Les cartes d'objectifs positionnent la Loire en classe 3, c'est-à-dire une "eau de mauvaise qualité" en amont de Nantes, et en "hors classe", donc très mauvaise en aval de Nantes.

Les causes :

En amont,

- les rejets des effluents urbains, industriels et agricoles sur l'ensemble du bassin versant de la Loire. La moitié seulement des rejets est épurée.
- La tendance générale à l'eutrophisation du bassin résultant d'un apport excessif de phosphates d'origines diverses (urbanisme, agriculture et industrie). Dans l'estuaire, particulièrement en été, une prolifération d'algues est constatée ainsi qu'un afflux important de matières organiques.

En aval :

- Les grands travaux d'aménagements du début du siècle ont certainement eu une influence indéniable sur le milieu écologique actuel de l'estuaire. Ils ont modifié les caractéristiques géomorphologiques de la Loire. En effet, la canalisation de la Loire a diminué le système d'îles et de bras secondaires par une accélération de leur colmatage.
- Les extractions de sable, en amont de Nantes, ont entraîné un abaissement du lit et une remontée de la marée jusqu'à Ancenis.
- La présence du bouchon vaseux influe sur la qualité de l'eau dans la partie aval de l'estuaire. Cette masse turbide est un phénomène particulièrement complexe qui existe dans tous les estuaires. Elle résulte des apports de la Loire en matières en suspension, des apports marins et de vases fluidifiées par les courants marins. Ce bouchon vaseux est estimé entre 500000 et 1000000 tonnes. Pour qu'il soit expulsé en mer, il faut un débit de 3000 m³/s. Ce bouchon engendre des mortalités piscicoles par anoxie, notamment sur les poissons migrateurs tel que le mulot.

Le port autonome de Nantes-Saint Nazaire

L'estuaire de la Loire est le siège d'une navigation de commerce très importante entre Saint Nazaire et Nantes. Ainsi, le port autonome doit effectuer des dragages d'entretien pour respecter les cotes contractuelles de ce chenal régulièrement encombré par les apports de sédiments du fleuve.

Le port autonome de Nantes/Saint-Nazaire, avec 31,6 millions de tonnes en 2002, quatrième port autonome (cinquième port national) est le plus important de la façade atlantique, Après un développement très fort dans les années 1970, lié aux approvisionnements énergétiques, le port a s'est diversifié. Son trafic consacré aux marchandises diverses est en progression constante et sa vocation agroalimentaire (hors énergie, cette dernière représente au moins la moitié des trafics) se développe.

Cette diversification s'accompagne d'une nécessité permanente d'adaptation au marché et de recherche de compétitivité ; ce qui sous entend de nouvelles installations portuaires...

L'agriculture

L'estuaire de la Loire se caractérise par une agriculture diversifiée qui constitue une filière économique de premier plan (14000 actifs sur l'estuaire) en même temps qu'une activité qui façonne le paysage et le cadre de vie des habitants.

Il y a près de 9500 exploitations (dont plus de 5300 professionnelles) réparties sur plus de 300 000 hectares, dont près des deux tiers sont consacrées à l'élevage.

Le tourisme

Le tourisme constitue une des premières activités économiques de l'estuaire avec une consommation intérieure touristique de 4,498 milliards d'euros (7ème rang national) fondée à 80% sur le littoral Atlantique .

Les zones humides

L'estuaire de la Loire compte 42000 ha de milieux humides en relation plus ou moins directe avec le fleuve, si l'on y inclut l'estuaire interne (zone comprise entre Paimboeuf et la mer), la Brière et le lac de Grand-lieu.

Ces milieux sont très divers : vasières se découvrant ou non à marée basse, roselières, marais, tourbières, prés marais, prés de Loire, grèves de sables et de graviers avec des végétations adaptées aux conditions du milieu et particulièrement à l'influence de l'eau (salée, saumâtres ou douce). Ils sont le siège d'une vie piscicole et avicole remarquable.

Quelques chiffres :

- ❖ 600 espèces végétales
- ❖ 202 espèces d'oiseaux dont 107 nicheuses
- ❖ 5^{ème} site d'hivernage français pour les oiseaux migrateurs
- ❖ zone incontournable de grossissement de certains poissons

Les causes de régression :

Les zones humides de la Loire ont, globalement, fortement régressé. Les vasières amont ont quasiment disparu, les autres sont considérablement réduites, à l'exception de la vasière sud

de Bilho. Les roselières sont très fragmentées, par suite du recul ou de l'aménagement des berges. Les prairies inondables s'assèchent, se salinisent, et leur cortège floristique s'appauvrit...

Les causes principales sont :

- les remblaiements, endiguements ou rectification de rives
- les modifications du fonctionnement de l'estuaire, notamment le creusement du chenal de navigation
- les travaux d'hydraulique agricoles et les drainages
- l'intensification des pratiques culturales

Les mesures de gestion et de protection

Les mesures sont nombreuses et variées :

- La Brière est gérée par un parc naturel régional qui comprend un site inscrit.
- Une réserve naturelle et un site inscrit existent sur le lac de Grand-lieu.
- Des réserves de chasse maritime et fluviale ont été mises en place sur le banc de Bilho, sur l'île de Pierre-Rouge et sur l'île du Massereau, sous le contrôle de l'Office National des Forêts.
- Il existe des arrêtés préfectoraux de biotopes (Brière, marais de Guérande).
- L'inventaire des zones d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) a été effectué sur l'ensemble des zones humides de l'estuaire.
- Une zone d'intérêt communautaire pour les oiseaux a été délimitée. Elle englobe tout l'estuaire à l'exception des implantations industrielles et portuaires.
- Directive territoriale d'aménagement.
- Plan de prévention des risques naturels (littoraux) .
- Plusieurs sites sont inscrits sur la liste Ramsar, parmi eux la Brière, les marais de Guérande.
- Des zones spéciales de Conservation ont été désignées, dont le lac de Grand-Lieu et 18 300 hectares situés au coeur de l'estuaire.
- Espaces acquis par le Conservatoire des espaces littoraux et rivages lacustres – C.E.L.R.L, par le Département, grâce à l'affectation du produit de la taxe départementale des espaces sensibles T.D.E.N.S, ou relevant du domaine public de l'État.
- Le programme interrégional Loire Grandeur Nature a défini une première série de mesures de gestion et de valorisation
- Le SAGE Estuaire Loire (1998) dont le périmètre est vaste:3844 km2.

Commentaires analytiques

Des mesures de protection non spécifiques

Tout le dispositif de protection de l'estuaire repose sur des mesures visant à la protection, soit de milieux naturels particuliers, soit alors des espèces qui y trouvent refuge. Bien qu'une interdépendance soit reconnue aux différents milieux qu'on peut y rencontrer, aucun texte ne leur reconnaît cette cohérence pour leur adapter un régime de protection qui leur serait applicable en tant que tel. Et cela ressort aussi bien de l'étude des mesures de protection issues du droit international et du droit communautaire que de celles relevant de l'ordre interne français.

Le contenu du droit international: des règles peu contraignantes

Les règles internationales applicables à l'estuaire sont celles de la convention RAMSAR. Sur cette liste figure le lac de Grand lieu, les marais de Goulaine, les marais de Brière et du Brivet et les marais salants de Guérande. Cependant, d'importantes zones humides échappent à cet instrument puisque la protection n'est assurée qu'au titre des oiseaux d'eau et que ses effets juridiques demeurent limités. En effet, l'adhésion à la convention de RAMSAR définit surtout un engagement moral; le régime de protection des sites inscrits étant laissé au libre-arbitre des Etats membres qui pourront le définir selon leurs réglementations internes.

D'autres conventions de 1979 (Berne sur la conservation de la faune et de la flore sauvage et du milieu naturel en Europe, et Bonn sur la conservation des espèces migratrices sur tous leurs parcours) complètent les mesures de protection internationales.

L'application lente du droit communautaire

Les actions communautaires en matière de protection sont beaucoup plus récentes et contraignantes, ce qui a suscité de nombreuses résistances.

La directive oiseaux de 1979 a pour objet la protection, la gestion et la régulation des oiseaux sauvages et en régleme l'exploitation.

Chaque Etat membre de cette directive a désigné des ZICO (zone d'importance communautaire pour les oiseaux).

Afin de leur adapter une ZPS (zone de protection spéciale), c'est à dire une zone où l'Etat doit appliquer des mesures de protection, une ZPS de 15000 ha a été désignée dans l'estuaire de la

Loire, mais il n'y a aucune mesure de protection effective jusqu'à présent. De plus, de nombreuses zones qui devraient faire l'objet d'une ZPS, n'ont pas été prises en compte. Il s'agit entre autres de la zone de Donges-Est où subsistent les dernières grandes roselières et des vasières remarquables. En effet, le port autonome va étendre son activité sur cette zone en échange de 1500 ha qu'il a cédés au Conservatoire du littoral.

Le droit national

Le droit français n'a que très récemment inclus les estuaires dans la liste des espaces à protéger. L'article R.146-1 du décret d'application de la loi Littoral de 1986 prévoit que soient protégées « dès lors qu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral, qu'ils sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou qu'ils présentent un intérêt écologique... des parties naturelles des estuaires ». Cette disposition s'applique aux communes littorales de plein droit au sens de l'article 2 de ladite loi, c'est-à-dire celles situées en aval de la limite de salure des eaux. Sur l'estuaire, il s'agira des communes situées en aval de Cordemais et elles sont nombreuses. Quant aux communes participant aux équilibres écologiques et économiques de l'estuaire, elles ont dû attendre la parution des décrets, soit 14 ans après pour pouvoir appliquer cette disposition. Le retard dans la parution des décrets relatifs aux communes littorales des estuaires, a eu des conséquences négatives importantes sur les espaces naturels.

Par ailleurs les estuaires sont concernés par la loi sur l'eau du 03 janvier 1992 dont l'article 2 précise l'objet: « les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau. Cette gestion équilibrée vise à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides ». Ils entrent désormais dans les compétences foncières du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres (CELRL) qui a vu ses compétences étendues aux estuaires et aux deltas par la loi du 02 février 1995, dite « loi Barnier ». Le conservatoire a acquis 1500 ha de terrain que lui a remis le Port autonome en compensation de son projet d'extension sur Donges-Est.

En dehors de ces textes plutôt récents, les estuaires sont aussi protégés par la loi sur la protection de l'environnement du 10 juillet 1976 dont l'article 16 relatif aux réserves naturelles, bien que ne mentionnant pas directement les zones humides.

Une autre possibilité de protection des estuaires réside dans les règles et documents d'urbanisme. La loi Littoral placée au sommet de la hiérarchie des normes d'urbanisme par l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme pose dans son Titre I des règles d'aménagement et de protection du littoral, et dans son Titre II des règles de gestion du domaine public maritime et fluvial. Mais ces mesures sont d'application limitée dans l'estuaire car l'article L.146-8 du

Titre I de la loi Littoral exclut expressément les ports et les zones industrialo-portuaires de son champ d'application, alors même que l'article R.146-1 du décret d'application de ladite loi (art 25, loi Littoral) prescrit la protection des parties naturelles des estuaires. Ces dispositions contradictoires ne sont pas de nature à assurer un bon arbitrage des conflits survenant entre les différents acteurs de l'estuaire.

Un espace sujet aux conflits

L'estuaire de la Loire met en scène toute une pléiade d'acteurs politiques, administratifs et économiques les uns et les autres ayant à des degrés différents, compétence en matière d'aménagement et de protection de l'estuaire. Mais, les intérêts en jeu conditionnant leur prise en compte de l'environnement, ils vont très souvent s'opposer au sujet des décisions et des actes qu'ils poseront et parfois même mécontenter les populations riveraines.

Bilan

Le milieu naturel fluvio-marin de l'estuaire est affecté par une rupture de plus en plus sensible de son équilibre écologique, provoquée par une profonde altération de son fonctionnement hydraulique et de la qualité des eaux. Le creusement du bassin de marée en amont de Nantes principalement, la chenalisation entre Nantes et l'océan et les extractions importantes de sable à l'amont, ont eu des effets très pénalisants, tels la remontée de la salinité et du bouchon vaseux, l'abaissement de la ligne d'eau, l'envasement des étiers et des boires altérant leur richesse écologique...

Le programme interrégional « Loire Grandeur Nature » a défini une première série de mesures de gestion et de valorisation, allant de la remise de terrains au Conservatoire du Littoral par le port autonome, aujourd'hui réalisée, à l'étude de faisabilité de la restauration de sites écologiques majeurs tels le bras du Migron ou la Taillée, complétées par la création de réserves sur ces sites.

La gestion et la valorisation des milieux humides reposent aussi sur une agriculture adaptée qui favorise une approche extensive. Dans ce sens, les opérations locales agri-environnementales, qui couvrent aujourd'hui une partie des prairies concernées, représentent une réponse appropriée dès lors qu'elles s'inscrivent dans la durée. Ces mesures sont également reprises dans les dispositions agri-environnementales des Contrats d'Agriculture Durable.

Mais il n'en reste pas moins vrai que la question centrale de l'équilibre entre la préservation d'une part et le développement économique d'autre part est posée dans l'estuaire. Les besoins

d'extension du port de Nantes/Saint-Nazaire, localisés sur les rives de l'estuaire et donc potentiellement sur des milieux fragiles, d'une part, le développement éventuellement nécessaire à terme d'infrastructures nouvelles (routières, lignes électriques très haute tension...) avec traversée de la Loire ou de ses affluents, d'autre part, entraînent des conflits d'usage.

Enfin, l'extension marquée de l'urbanisation autour du bipôle (Nantes –St Nazaire) et le long du littoral ne cesse de s'accroître et cela n'est pas non plus sans poser de problèmes environnementaux.



Figure 5: Les marais salants

Source: Cellule Loire estuaire

Conclusion

Les littoraux français ont été traditionnellement reconnus comme des espaces linéaires : les rivages, séparant la terre et la mer, à «traiter» indépendamment l'un de l'autre. Mais cette vision est en train d'évoluer et est le résultat d'une réflexion et d'une meilleure connaissance de ces milieux.

Les zones humides côtières qui fonctionnent naturellement sont maintenues par les processus côtiers et, à leur tour, contribuent à la gestion des processus côtiers. Le rôle pivot des zones humides dans les processus côtiers doit à présent être reconnu et renforcé. Les zones humides sont un ensemble de processus physiques, biologiques et chimiques intimement liés, au point que la modification d'un des éléments peut affecter l'ensemble du processus côtier. Une gestion avisée et durable des zones humides côtières, afin de maintenir ou de renforcer leurs fonctions dans les processus côtiers, est un élément fondamental de la gestion intégrée des zones côtières.

Il existe plusieurs dimensions d'intégration qui doivent être prises en compte dans la politique publique de gestion et de protection des espaces naturels littoraux afin qu'elles s'inscrivent dans une logique de développement durable. A savoir, une harmonisation des politiques verticales et horizontales devant garantir la prise en considération de toutes les interactions et questions importantes, et le partage clairement défini des compétences de tous les acteurs.

Cette intégration doit être spatiale, cela signifie que les espaces naturels littoraux doivent être reconnus et définis précisément dans la législation et des mesures appropriées de gestion doivent être adaptées.

L'enjeu est de taille car il s'agit de concilier la préservation de l'environnement et le développement économique, deux concepts qui s'opposent par définition.

LISTE DES ABREVIATIONS

CAD: Contrat d'Agriculture Durable
CELRL: Conservatoire des Espaces Littoraux et Rivages Lacustres
CTE: Contrat territorial d'Exploitation
DATAR: Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action Régionale
DOM: Département d'Outre Mer
DPM: Domaine Public Maritime
DTA: Directive Territoriale d'Aménagement
GIZC: Gestion Intégrée des Zones Côtières
IFEN: Institut Français de l'ENvironnement
MEDD: Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
ND (zone): espaces naturels
OLAE: Opération Locale Agri-Environnement
ONG: Organisme Non Gouvernemental
OSPAR: Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique Nord-est
PAM: Plan d'Action pour la Méditerranée
PLU: Plan Local d'Urbanisme
PNRZH: Programme National de Recherche sur les Zones Humides
PNUE: Programme des Nations Unis pour l'Environnement
POS: Plan d'Occupation des Sols
PPR: Plan de Prévention des Risques
RGA: Recensement Général Agricole
SAGE: Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAR: Schéma d'Aménagement Régional
SDAGE: Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SMVM: Schéma de Mise en Valeur de la Mer
TDENS: Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles
TOM: Territoire d'Outre Mer
ZNIEFF: Zone Nationale d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique
ZICO: Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux
ZPS: Zone de Protection Spéciale

GLOSSAIRE

◆ **Anoxie:** Il s'agit d'un déficit en oxygène.

◆ **Avant-pays et arrière-pays:** L'arrière-pays est l'aire fonctionnelle continentale d'un port, d'un littoral. L'avant-pays maritime est l'aire fonctionnelle structurée par l'organisation maritime, en particulier les routes océaniques ainsi que l'organisation halieutique pour les ports de pêche.

◆ **CORINE Land Cover :** C'est un programme européen qui a pour objet de fournir, pour les pays de l'Union européenne, une information géographique homogène sur l'occupation du sol.

◆ **Décentralisation:** Transfert de compétences de l'état aux régions, départements, collectivités territoriales et communes.

◆ **Delta:** Type d'embouchure fluviale caractérisé par un fort alluvionnement, tel que le fleuve n'augmente pas sa largeur quand il approche de la mer. L'effet de la pente, devenue très faible, n'est plus suffisant pour entraîner au large les sédiments. Il se forme alors une plaine deltaïque qui, à l'état naturel, est souvent marécageuse.

◆ **Démersaux (poissons):** Poissons vivant dans les profondeurs.

◆ **Dérive littorale:** migration progressive le long du littoral de masses de sédiment sous l'action de houles obliques.

◆ **Développement durable:** C'est "un mode de développement qui contribue aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs". Conférence de Rio-1992

◆ **Ecosystème:** Unité écologique constituée d'une biocénose (les êtres vivants) et d'un biotope (le milieu).

◆ **Estran:** Espace couvert et découvert par la marée, il est compris entre les hautes et plus basses mers possibles.

◆ **Estuaire:** Ethymologiquement, embouchure d'un fleuve dans laquelle entre la marée. Dans le vocabulaire géographique actuel, la notion d'estuaire est un peu plus étroite, puisqu'elle couvre, plus précisément, le stade d'évolution des embouchures fluviales ennoyées au cours duquel l'ancienne vallée fluviale envahie par la dernière transgression de la mer a déjà été partiellement comblée en amont.

◆ **Etiage:** Terme utilisé pour désigner un débit faible, un minimum atteint dans l'année.

◆ **Eutrophisation:** Processus naturel d'enrichissement en éléments minéraux et nutritifs des eaux d'un écosystème.

◆ **Front de marée dynamique:** C'est la limite à laquelle l'onde de marée se fait encore ressentir dans le réseau hydrographique continental.

◆ **Front de salinité:** C'est la limite de remonter des eaux salées (marines) dans le réseau hydrographique continental.

◆ **Gestion intégrée:** Il s'agit d'un processus continu dont le but est de mettre en œuvre le développement durable dans la zone côtière et de maintenir sa diversité.

◆ **Lais et relais:** Les lais sont des terrains constitués par les alluvions que la mer dépose sur le littoral et que le plus grand flot ne recouvre plus. Les relais sont les terrains que la mer découvre en se retirant et que ne submergent plus les hautes eaux.

◆ **Laisses (de hautes mers et basses mers):** La laisse de haute mer correspond au point atteint par le plus haut flot sur l'estran, la laisse de basse mer correspond au point atteint par la plus basse marée sur l'estran.

◆ **Maîtrise foncière:** Politique visant à acquérir des terrains.

◆ **Politique publique:** Entraînement de décisions et activités, intentionnellement cohérentes, prises par différents acteurs, publics et parfois privés, dont les ressources, les attaches institutionnelles et les intérêts varient, en vue de résoudre de manière ciblée un problème défini politiquement comme collectif. Cet ensemble de décisions et activités donne lieu à des actes formalisés, de nature plus ou moins contraignante, visant à modifier le comportement des groupes sociaux supposés à l'origine du problème collectif à résoudre (groupes cibles), dans l'intérêt de groupes sociaux qui subissent les effets négatifs du dit problème (bénéficiaires finaux). Knoefel, Larrue, Varone-2001

◆ **Politique verticale:** Politique menée entre institutions et niveaux administratifs dans le même secteur.

◆ **Politique sectorielle (horizontale):** Politiques menée entre divers secteurs du même niveau administratif.

◆ **Pollution tellurique:** Pollutions d'origine terrestre par opposition aux pollutions d'origine maritime.

◆ **Récif corallien:** Récif formé par la construction, par des animaux et végétaux à peine au-dessous du niveau des hautes mers, d'une masse solide dont les parties dures sont calcaires.

◆ **Rivage:** Zone d'une certaine largeur, constituant la transition entre une étendue d'eau et les terres qui l'entourent.

◆ **Zone côtière:** La définition de "zone côtière" peut être appliquée aux espaces suivants : la zone intertidale entre les laisses de haute et de basse mer; cette zone intertidale plus des parties adjacentes de la terre, soit sous forme de distance définie depuis le rivage vers l'intérieur (comprenant parfois aussi une zone tampon plus large) soit par l'intégration plus souple d'écosystèmes terrestres adjacents; les parties terrestre, intertidale et marine proche du rivage du système côtier, jusqu'aux zones d'exclusion économique des eaux territoriales.

◆ **Zone intertidale:** Il s'agit de la zone située entre la laisse de basse mer et le rivage.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages consultés:

◆ DATAR-2004-Construire ensemble un développement équilibré du littoral, imprimé à paris et publié à la documentation Française, 2004, 156 pages.

◆DATAR-2002-Schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux

◆IFREMER-1999-Etat de l'environnement sur la façade atlantique, travail collectif réalisé dans le cadre du "groupe de prospective maritime et littorale de la façade atlantique", 140 pages.

◆Agence de l'eau-2000-Guide technique n°89: Les zones humides et la ressource en eau.

◆Lévy-Bruhl.V et Coquillart.H-1998- La gestion et la protection de l'espace en 36 fiches juridiques, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement, publié a la documentation Française.

◆Larrue.C-2000-Analyser les politiques publiques d'environnement, imprimé à Evreux, Edition L'Harmattan, 207 pages.

Sites Internet consultés:

◆Les sites du ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

<http://www.environnement.gouv.fr>

<http://www.ecologie.gouv.fr>

◆Le site du conseil de l'Europe sur l'environnement

<http://www.europa.eu.int/pol/env>

◆Le site du ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer

<http://www.mer.equipement.gouv.fr>

◆Le site du forum des marais atlantiques:

<http://www.forum-marais-atl.com>

◆Le site des Agences de l'Eau

<http://www.eaufrance.com>

◆Le site de l'Institut français de l'environnement

<http://www.ifen.fr/zoneshumides/index.htm>

◆Le site Ramsar :

<http://www/ramsar.org>

◆Le site de l'ONF

<http://www.onf.fr/foret/dossier/littoral/index.htm>

◆Le site du Conservatoire du Littoral et des Rivages lacustres:

<http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

◆ Le site de l'institut Français de recherche pour l'exploitation de la mer IFREMER
<http://www.ifremer.fr>

◆ Le site de l'association Rivages de France:
<http://www.rivagesdefrance.org>

◆ Le site de la cellule Loire estuaire:
<http://www.loire.estuaire.org>

◆ Le site de la Fondation Nicolas Hulot :
<http://www.fnh.org>

◆ Le site du réseau Bretagne Environnement :
<http://www.bretagne-environnement.org>

Documents PDF:

◆ FORUM DES MARAIS ATLANTIQUES.-2003- Les espèces exotiques envahissantes des zones humides. Sallertaine, 13-14 novembre 2003. Rochefort: Forum des Marais Atlantiques, 2003.

◆ Préfecture de la région pays de la Loire-2003-Directive territoriale d'aménagement de l'estuaire de la Loire, 96 pages.

Articles:

◆ KOUADIO-KOUADIO.Y -1997-Protection d'un estuaire:le cas de l'estuaire de la Loire
Article de la Revue juridique NEPTUNUS. Editeur: Université de Nantes. CDMO. Centre de droit maritime et océanique.

Code couleur du tableau chronologique

Législation européenne et international
Lois nationales
Outils appliqués à un territoire
Instruments de planification, Plans...
Etablissements
Spécifique au littoral

Tableau chronologique du droit relatif aux espaces naturels littoraux

Intitulés	Références juridiques	Champ d'application	Objectifs	Mode d'action	Acteurs	Groupe(s)-cible(s)
Forêt de Protection 1922	Loi du 28/04/1922 Code forestier: art.L.411-1 et suivants; art.R.411-1 et suivants	Territoire national et DOM TOM	Conservation des forêts reconnues nécessaires à la défense contre l'érosion, l'envahissement des eaux, des sables...ou pour des raisons écologiques...	Tout changement d'affectation ou de tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation est interdit. Outil d'Interdiction	Propriétaires, DDAF, Préfet	Non défini
Loi Protection des monuments naturels 1930	Loi du 2 mai 1930	Territoire national	Réorganisation de la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire et pittoresque	Instauration des sites classés et des sites inscrits. Création de la CDSPP:Commission Départementale des Sites, Perspectives et paysages qui composée d'élus, de membres de l'état et de personnes qualifiées en Protection de la Nature (PQPN)	Etat ou Commission départementale des sites perspectives et paysages (CDSPP), conseils municipaux, DIREN	Propriétaires des dit sites, communes concernées
Sites classés	Loi du 2 mai 1930, Décret n°69-607 du 13/06/1969, Décret n°88-1124 du 15/12/1988	Territoire national	Protection et conservation d'un espace naturel bâti, quelle que soit son étendue	A l'initiative de la Commission Départementale des sites, perspectives et paysages CDSPP. Taxe perçue sur le nombre de passager embarqué si le site est accessible par voie maritime et affecté à la préservation du site .. Outil d'interdiction, d'information,	Etat CDSPP,	non défini
Sites inscrits	Loi du 2 mai 1930, Décret n°69-607 du 13/06/1969, Décret n°70-288 du 31/03/1970, Décret n°88-1124 du 15/12/1988	Territoire national	Conservation de milieux et paysages dans leur état actuel, de villages et de bâtiments anciens, surveillance des centres historiques	A l'initiative du ministère chargé des sites, de la DIREN et de la Commission départementale des Sites, Taxe perçue sur le nombre de passager embarqué si le site est accessible par voie maritime et affecté à la préservation du site. Outil d'interdiction d'information	Etat, DIREN, Commission Départementale des sites	non défini
Parc national : Etablissement public administratif 1960	Code rural: art L.241-1 à L.241-21; R.241-1 à R.241-71	territoire national, DOM-TOM, DPM, eaux territoriales françaises	Territoires dont le milieu naturel présente un intérêt spécial qu'il importe de préserver, Protection de la faune, de la flore, des eaux, du sous-sol, de l'atmosphère, du milieu naturel quand il présente un intérêt spécial	A l'initiative du MEDD, dossier soumis à Enquête publique, Décret en CE. Institution d'un zonage: zone centrale, réserves intégrales et zones périphériques, Interdiction ou limitation des activités, outils d'interdiction	Etat	Tous les usagers de la zone
Convention RAMSAR 1971	Convention du 02/02/1971, Protocole de Paris du 03/12/1982, Décret n°87-126 du 20/01/1987	International, Ratification de la France en 1986	Enrayer la tendance à la disparition des zones humides, favoriser la conservation des zones humides et la faune et la flore associés, promouvoir et favoriser l'utilisation rationnelle des zones humides	Outil d'incitation et d'information "Label"	Etat,DIREN, Comité national Ramsar, Bureau de la Convention Ramsar	non défini
Agence de l'eau 1964	Loi 1964	Territoire national	Mettre en œuvre la politique définie par les comités de bassin. Elles sont chargées de susciter et de faciliter financièrement et techniquement des actions de lutte contre la pollution de l'eau, d'assurer entre les utilisateurs l'équilibre des ressources et des besoins en eau, d'atteindre les objectifs de qualité fixés par les règlements, enfin de promouvoir les études et la recherche	Incitations financières, Information, Contrat de restauration Outil d'infrastructure, Information, Interdiction et d'Incitation	Etat	Tous les usagers de l'eau

Réserve de biosphère: Programme Man And Biosphere 1974	A l'initiative de l'UNESCO et du PNUE	international	Participer à la conservation des ressources génétiques, des écosystèmes terrestres et marins et de la diversité biologique; Constituer un réseau international d'échange. Tout ceci dans un esprit de développement durable	Dossier de candidature répondant à 6 critères. Zonage: une aire centrale de protection rigoureuse, une zone tampon d'expérimentation pour la gestion et la restauration, puis une zone de transition avec des activités humaines dans un esprit de développement durable Outils d'information, d'Interdiction	UNESCO, PNUE Conférence des parties, bureau du conseil international MAB et le Comité MAB	usagers de la zone
Plan d'action pour la Méditerranée: PAM 1975		Union européenne plus les 21 pays riverains de la méditerranée	Lutte contre les pollutions marines	la perception d'un espace commun à protéger ont permis le développement d'instruments spécifiques et d'actions communes concernant: les Immersions, les situations critiques, les pollutions telluriques, les aires marines protégées, les activités off shore, les déchets dangereux. Outils incitatifs de manière général.	Etats	
Conservatoire des Espaces Littoraux et des Régions Lacustres: Etablissement public administratif 1975	Code rural: art. L.243-1 à L. 243-14; art. R.243-1 à R.243-33; Code général des impôts, articles 1716bis et 384 A bis	Territoire national, Communes littorales, deltaïques, estuariennes, riveraines d'étangs salés ou de plans d'eau intérieurs d'une superficie= ou > à 1000 ha	Protection par la maîtrise foncière de portions de rivage marins ou lacustres présentant des intérêts biologiques et paysagers importants, et en assurer la gestion.	Acquisition à l'amiable, par expropriation, par donation, droit de préemption Outil d'acquisition et d'information	Etat	Usagers fréquentant les sites acquis
Loi de protection de la nature 1976	Loi du 19 juillet 1976	Territoire national	Protéger, Conserver et Gérer les espaces à forte valeur écologique, rares ou menacés.	Instauration des études d'impacts, d'une étude d'environnement venant intégrer les documents d'urbanisme, arrêtés préfectoraux pour protéger des espèces, création des réserves naturelles volontaires et des Centres permanents d'initiative à l'environnement...	Etat, DIREN, Région..	
Réserves Naturelles 1976	Code rural: art.L242-1 à L.242-28; art.R.242-1 à R.242-49. Circulaire n°95-47 du 28/03/1995, Circulaire n°97-1 du 07/10/1997	Territoire national et DOM TOM	Préservation, reconstitution d'espèces animales ou végétales et d'habitats en voie de disparition, préservation d'étapes (zones humides) sur les grandes voies migratrices...Préservation de formations géologiques...	Toute action susceptible de porter préjudice est réglementée ou interdite. Chaque réserve à un plan de gestion sur 5 ans et le gestionnaire peut être une association, une collectivité, une Fondation... Outil d'interdiction et d'information	associations, établissements publics, collectivités, Fondation, associations réserves naturelles de France...	
Arrêté Préfectoral de Biotope 1976	Code de l'environnement L.411-1-3; Code rural R.211-12, R.211-12, R.211-13	Territoire national, DOM TOM	La préservation de biotope tels que dunes, landes, mares...nécessaires à la survie d'espèces protégées.	Outil d'interdiction	Etat en la personne du Préfet, DIREN, DDAF, Associations	non défini
Conservatoire Régional des Espaces Naturels 1976	Initiative privée en Alsace d'associations Loi 1901 sur les associations	Territoire national	Mener une politique de sauvegarde des sites naturels, gestion des sites	Maîtrise foncière par acquisition, maîtrise d'usage par convention et bail, Outil d'Information	Associations	non défini

Plan POLMAR 1977		Territoire national	Financer les opérations de prévention et de lutte contre les pollutions marines accidentelles	Instrument incitatif	Etat	
REPOM : Réseau national de surveillance de la qualité de l'eau et des sédiments des ports maritimes 1977	Circulaire du 7 mars 1977	Territoire national et DOM TOM	Evaluer et suivre la qualité des eaux et des sédiments des bassins portuaires afin d'identifier l'impact de ces installations portuaires sur les usages du milieu, qu'ils soient pratiqués dans l'enceinte ou à proximité du port.	Le programme eau et le programme sédiment: outil d'information	Ministère de l'environnement, gestionnaires des ports	non défini
Directive Oiseaux 1979	CEE N°79/409 du 2 avril 1979 se basant sur la Convention RAMSAR	Europe	Concerner la conservation des oiseaux sauvages, assure la protection des espèces d'oiseaux et prévient des conséquences les plus nocives de certaines activités humaines, notamment la destruction et la pollution des habitats, la capture et la destruction des oiseaux, et leur commerce	Zone de Protection Spéciale s'inspirant d'un inventaire du Muséum d'histoire naturelle: les Zones Importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO)	Etat, LPO, Muséum	Non défini
Zones de Protection Spéciales (Directive du 2 avril 1979 dite « Oiseaux »)	CEE N°79/409 Décret du 05/05/1995	Europe	Protection d'habitats permettant la sauvegarde d'oiseaux sauvages rares ou menacés, Protection des zones utilisées pour le cycle biologique et la migration de l'ensemble des espèces migratrices.	Mise en place d'un dispositif réglementaire ou contractuel cohérent garantissant le maintien dans un état de conservation favorable des zones désignées La désignation d'une étude d'impact en cas de projet Outil d'interdiction et d'information.	Etat, collectivités territoriales (DIREN)	Communes, propriétaires, usagers des sites
Convention du 23 juin 1979 dite convention de « Bonn »		Etats adhérents à la convention	Assurer la conservation des espèces migratrices à l'échelle mondiale	les états membres interdisent les prélèvements d'animaux d'espèces figurant à l'annexe I de façon à protéger les espèces migratrices menacées, les parties s'efforcent à restaurer et conserver l'habitat de ces espèces	Etats adhérents à la convention	Non défini,
Convention du 19 septembre 1979 dite convention de « Berne »		Europe géographique	Assurer la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe par une coopération entre les états	les parties s'engagent à mettre en œuvre des politiques nationales de conservation de la flore et de la faune sauvages, et des habitat naturels, intégrer la conservation de la faune et de la flore sauvages dans les politiques nationales d'aménagement, de développement et de l'environnement, encourager l'éducation et promouvoir la diffusion d'information sur la nécessité de conserver les espèces et leurs habitats.	Etats adhérents à la convention	Non défini
Contrat de Baie 1981		Territoire national littoral	Amélioration de la qualité de l'eau, restauration et mise en valeur de la zone, animation et sensibilisation	Outils d'interdiction, d'information et d'incitation	Comité de bassin se composant d'élus, et administrations de l'état	Tous les usagers pratiquant une activité ou pouvant avoir une influence sur le milieu

Réserve Biologique Domaniale 1981	Convention du 03/02/1981, Loi n°91-5 du 03/01/1991	Territoire national et DOM-TOM, Forêts domaniales	Gestion orientée vers la sauvegarde de la faune, la flore ou de toute autre ressource naturelle. Programmes scientifiques et sensibilisation du public.	Création d'une réserve intégrale ou dirigée. Une zone périphérique peut être instituée. L'ONF doit maintenir la richesse du milieu et garantir sa pérennité, faciliter un suivi scientifique. Outils d'information et d'interdiction	ONF, MEDD, M de l' agriculture et des forêts	
Programme ZNIEFF: Zones d'Intérêt Ecologique Floristique et faunistique initié en 1982	Circulaire n°91-71 du 14/05/1991, Art 23 de la loi n°93-24 du 08/01/1993	Territoire national, DOM TOM	Connaissance permanente des espaces naturels, terrestres et marins. Etablir une base de connaissance accessible à tous et prévoir une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de sites	L'inventaire est réalisé à l'échelle régionale par des spécialistes dont le travail est validé par le Conseil scientifique régional du patrimoine naturel: CSRPN. Les données sont transmises au muséum national d'histoire naturel. Deux types de zones sont définis: Type I caractérisé par un intérêt biologique remarquable sur zone réduite, puis Type II qui concerne des grands ensembles naturels offrant des potentialités biologiques importantes. Outils d'information	Spécialistes, naturalistes, CSRPN, DIREN	non défini
Schéma de Mise en Valeur de la Mer 1983	art. 57 de la loi 83-8 du 07/01/83; art.18 de la loi littoral; Décret du 05/12/86	Partie du littoral métropolitain portant sur une unité géographique et maritime	Préciser la vocation d'un espace et assurer la cohérence entre les différents usages, plus particulièrement entre développement économique et protection des espaces naturels	Elaborés sous l'égide du préfet, approuvés en CE	Etat, Région	Tous les usagers pratiquant une activité ou pouvant avoir une influence sur le milieu.
Schéma d'aménagement régional 1984	Loi du 02/08/84	Parties du territoire des DOM TOM présentant des enjeux importants en matière d'aménagement, de développement, de protection et de mise en valeur	<i>Chapitre valant SMVM</i>	A l'initiative des régions d'outre-mer, Décret en CE	DDE	Tous les usagers pratiquant une activité ou pouvant avoir une influence sur le milieu
IFREMER	1984	Territoire national	Connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable Améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier Favoriser le développement économique du monde maritime	La recherche L'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) La mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) Le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités	Etat	Non défini
Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles 1985	Loi du 18 juillet 1985 relative aux politiques départementales en matière d'espaces naturels.	Territoire national	l'acquisition, l'aménagement et l'entretien de tout espace naturel appartenant au département, sous réserve de son ouverture au public, l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels appartenant aux collectivités ou à leurs établissements ou à des propriétaires privés sous réserve de leur ouverture au public.	outils d'acquisition La TDENS est perçue sur tous les permis de construire. Son application est facultative est reste la compétence du Conseil Général.	Conseils généraux	Toute personne faisant la demande d'un permis de construire

LOI LITTORAL 1986	03-janv-86	Territoire national	Trouver un équilibre entre la préservation du littoral et le maintien des activités économiques, un littoral accessible à tous, contrôle de l'urbanisation, limitation des campings, des routes et des aménagements	Interdiction de construire dans la bande des 100 mètres, urbanisation en continuité de l'existant, routes de transit à plus de 2000 mètres du rivage, préservation des espaces naturels au travers des documents d'urbanisme...	Elus, collectivités, DDE, DIREN...	Tous les usagers vivant ou pratiquant une activité sur le littoral
Réserve Biologique Forestière 1986	Convention du 14/05/1986, Loi n°91-5 du 03/01/1991, art L.133-1 et R.133-1-1 du Code Forestier	Forêts non domaniales appartenant aux communes, départements, régions et aux établissements publics gérées par l'ONF	Gestion orientée vers la sauvegarde de la faune, la flore ou de toute autre ressource naturelle. Programmes scientifiques et sensibilisation du public.	Création d'une réserve intégrale ou dirigée. Une zone périphérique peut être instituée. L'ONF doit maintenir la richesse du milieu et garantir sa pérennité, faciliter un suivi scientifique. L'initiative appartient au propriétaire de la forêt qui fait sa demande auprès de l'ONF qui la transmettra au ministère. Outil d'information et d'interdiction	Propriétaire, ONF	Non défini
Association Rivages de France	1990	Territoire national	Fédérer l'ensemble des intervenants à la gestion notamment sur les sites du Conservatoire du littoral, Etre une force de proposition pour la Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en matière de protection du littoral et de gestion intégrée des zones côtières, Faciliter les échanges d'expériences, Rechercher, identifier, améliorer les ressources pouvant contribuer au financement de la gestion des espaces naturels littoraux, Contribuer à l'émergence de nouveaux emplois et à une meilleure reconnaissance des gardes du littoral	Rivages de France se voit confier la gestion et la coordination d'espaces naturels littoraux, appartenant généralement au CELRL. Ceci s'effectue par le biais de convention, location, bail et fermage suivant les usagers du milieu.	rassemble les acteurs impliqués dans la protection et le devenir des espaces naturels littoraux : Communes, Départements, Régions, Etablissements publics (Office national de la chasse, Office national des forêts) mais encore, les personnes physiques proches du terrain comme les gardes du littoral ou les agriculteurs.	Usagers d'espaces naturels littoraux: agriculteur...pêcheur
Réserve de chasse et de Faune sauvage	Code rural: art.L.222-R.222-82 à R.222-91, arrêté du 23 septembre 1991	Territoire national	Protection et gestion du gibier, préservation de ses habitats	chasse interdite, l'arrêté peut prévoir des mesures de préservation des habitats identiques à un APB... Outil d'information et d'interdiction	détenteur du droit de chasse, Préfet, DDAF, Fédération départementale des chasseurs	chasseurs
Programme LIFE 1992	Règlement n°1973/92/CEE	Europe et pays tiers éligible	Il finance des actions innovantes respectueuses de l'environnement: protection des habitats naturels, d'une faune ou d'une flore spécifique menacée, aménagement du territoire, développement de politiques environnementales...	La commission européenne sélectionne les projets envoyés par les autorités nationales compétentes:MEDD On différencie LIFE Nature, LIFE Environnement et LIFE Pays tiers. Pour Life Nature, le financement peut atteindre 75% . OUTILS FINANCIER	Commission européenne, MEDD, DRIRE, DIREN	

Convention OSPAR 1992		les pays riverains de l'Atlantique Nord-est (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, la Suède), plus le Luxembourg, la Finlande, la Suisse, et la Communauté Européenne.	L'objet de la Convention est de fédérer les moyens de connaissance et d'action des Parties contractantes pour, globalement, assurer la meilleure conservation possible de cet espace marin, dans un esprit de développement durable.	Annexe I , sur la prévention et la suppression des pollutions telluriques. Annexe II sur la prévention et la suppression des pollutions par les opérations d'immersion et d'incinération en mer. Annexe III est spécifique aux activités offshore. Annexe IV porte sur l'évaluation du milieu marin. Annexe V sur "la protection et la conservation des écosystèmes et de la diversité biologique de la zone maritime"	Etats adhérents	non défini
Directive Habitats Faune-Flore 1992	CEE N°92/43 du 21 Mai 1992 se basant sur la Convention de Berne du 19 septembre 1979	Europe	Contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages sur le territoire européen	Désignation de Zones Spéciales de Conservation (ZSC):	Etat, collectivités territoriales (DIREN), élus	
Zones Spéciales de Conservation (Directive du 21 mai 1992 dite directive « Habitats »)		Europe	Conservation des habitats naturels (listés à l'annexe I de la directive) et des habitats naturels et des espèces (listés à l'annexe II).	Création d'un document d'objectifs regroupant des mesures de type contractuelle, administrative ou réglementaire répondant aux exigences des types d'habitats naturels et des espèces présentes. Ce document est le fruit d'une concertation de l'ensemble des acteurs. Outil d'information, d'incitation et d'interdiction	Etat et collectivités territoriales, élus	Ensemble des usagers du milieu, collectivités territoriales, communes, associations de protection de la nature
Convention de « RIO » sur la diversité biologique (juin 1992)			conservation de la diversité biologique, Exploitation durable de ses éléments, Répartition juste et équilibrée des avantages tirés de l'exploitation des ressources génétiques.	Les états adhérents s'engagent à : Effectuer un inventaire des éléments de la diversité biologique, Déterminer les activités les mettant en danger et réduction draconienne de leurs effets, Conserver les ressources génétiques dans les milieux naturels et reconstituer les écosystèmes atteints, Prévoir les mesures garantissant la sécurité biologique lors d'utilisation d'organismes modifiés génétiquement.	Etats adhérents	
Loi EAU 1992	Loi Eau 92-3 du 03/01/1992	Territoire national, DOM TOM	Obtenir une gestion équilibrée de la ressource en eau afin de préserver les éléments aquatiques, les zones humides et de protéger les eaux superficielles et/ou souterraines contre les atteintes qu'elles peuvent subir.	Mise en place d'un régime d'autorisation ou de déclaration pour un certain nombre d'installations, d'ouvrages ou de travaux et activités domestiques qu'entraînent des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou de rejet. Mise en place de plan de gestion sous forme de SDAGE puis de SAGE	Etat, Agences de bassin	Collectivités territoriales, syndicats mixtes, communes, établissements publics, usagers du milieu,
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	Loi Eau 92-3 du 03/01/1992	Bassins hydrographiques nationaux et DOM TOM	Remise à plat des objectifs de qualité visant la qualité globale pour tous les milieux, Lancement d'une politique ambitieuse en matière d'objectifs de quantité et de gestion de la ressource, s'appuyant notamment sur la notion de "débit objectif", Reconquête du fonctionnement physique des milieux, Préservation des zones humides.	Mise en place de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	Agences de bassins, représentants des régions, des collectivités territoriales, des groupes socioprofessionnels.	Tous les usagers de la zone

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux		sous bassins et aquifères nationaux et DOM TOM	<p>Promouvoir la concertation entre les différents acteurs et recherche d'un équilibre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre protection et restauration des milieux naturels et satisfaction des usages, - de la dynamique propre des processus naturels en cause, - des interactions avec les autres domaines de la politique d'aménagement du territoire à l'échelle du périmètre. 	<p>Mise en place d'un comité de suivi représentant l'ensemble des acteurs : la Commission Locale de l'Eau (CLE), Mise en place d'un plan e communication pour l'information et la sensibilisation, Création d'un tableau de bord fixant la réglementation applicable et l'ensemble des éléments nécessaire à la mise en oeuvre du SAGE.</p>	Elus, collectivités locales, représentants des usagers et associations, représentants des service de l'état et établissements publics	
Mesures Agri environnementales	règlement européen n° 2078/92 règlement européen de développement rural n°1257/99	Europe	<p>Encourager des formes d'exploitation compatibles avec la protection et l'amélioration de l'environnement et du paysage, Encourager la planification agricole environnementale, Encourager l'extensification des modes d'exploitation agricole, Encourager la conservation d'espaces cultivés à haute valeur naturelle et l'entretien du paysage.</p>	<p>Les MAE sont basées sur une démarche volontaire des agriculteurs dans une optique d'agriculture raisonnée. Ces mesures s'appuient sur un contrat d'une durée de 5 ans, renouvelable, entre l'agriculteur et l'Etat. L'agriculteur s'engage à adapter ses pratiques sur les parcelles déterminées selon un cahier des charges validé par un groupe de travail local réunissant divers organismes (DDAF, ADASEA,...) et agriculteurs. Les aides versées aux agriculteurs sont calculées en fonction de la perte des revenus, des coûts additionnels et de l'incitation financière nécessaire pour souscrire aux engagements agri environnementaux.</p> <p>Outil incitatif</p>	DDAF, ADASEA...	Agriculteurs
Loi paysage	Loi n°93-24 du 8 janvier 1993	Territoire national	<p>Renforcement des prérogatives de l'état et des collectivités territoriales afin de permettre une maîtrise plus efficace de l'évolution des paysages. Extension des champs d'application des diverses mesures existantes dans les procédures d'urbanisme. Modification du cadre des opérations d'aménagement foncier et de remembrement pour mieux préserver les éléments du paysage agricole et rural.</p>	<p>Directive de protection et de mise en valeur des paysages Renforcement du statut des PNR Création des Espaces Boisés Classés Rajout du volet paysager au Zone de protection du Patrimoine Architectural et urbain (ZPPAUP) Rajout du volet paysager du permis de construire Mesures compensatoires dans le cadre des aménagements fonciers Renforcement du champ d'application du CELRL La ZNIEFF prend force de loi (elle est officiellement reconnue)</p>	ABF, Région, CDSPP, collectivités locales, associations, PQPN	Non défini
Réseau Natura 2000 1995	Se base sur la Directive Oiseaux CEE N°79/409 du 2 avril 1979 ayant défini les ZICO et la Directive Habitats CEE N°92/43 ayant défini un inventaire habitats F-F. Décret du 05/05/1995 = transposition de la directive habitats	France métropolitaine et DOM TOM	<p>Désignation de zones spéciales de conservation ZSC et de zones de protection spéciale ZPS formant un réseau européen. Celles-ci feront l'objet de mesures permettant leur préservation à long terme tout en intégrant les activités humaines.</p>	<p>ZONAGE: Zones Spéciales de Conservation (habitats) + Zone de Protection Spéciale(oiseaux). Rédaction du Document d'objectif pour chaque site (DOCOB)</p>	Elus, collectivités, administrations de l'état...	usagers de la zone

Directive Territoriale d'Aménagement 1995	LOADT 95-115 du 04/02/1995; Code de l'urbanisme: art. L.111-1-1, L. 145-2, L. 145-7 et L. 146-1; Circulaire du 23/07/96	Parties du territoire métropolitain présentant des enjeux importants en matière d'aménagement, de développement, de protection et de mise en valeur	Fixer les orientations fondamentales en matière d'aménagement et d'équilibre entre développement et protection des espaces naturels, des sites et des paysages, puis préciser les dispositions particulières au littoral et à la montagne	A l'initiative de l'Etat en association avec les régions, départements, communes de + de 20000 habitants, elle est soumise à enquête publique et approuvée en CE	Régions, Départements, villes de plus de 20000 habitants	Non défini
Loi de protection de l'environnement 1995 (Barnier)	Loi n°95-101 du 2 février 1995 Loi n°87-565 du 22 juillet 1987	Territoire national et DOM TOM	Renforcement de la Protection de l'environnement: prise en compte des pollutions, nuisances, de la nature, du cadre de vie, des ressources naturelles Notion de patrimoine commun et de développement durable Renforcement des lois existantes, notamment la loi sur l'eau	Les associations de protection de l'environnement peuvent mener des actions en justice Création de la Commission nationale de débat public, du Comité régionale de l'environnement, du Conseil départemental de l'environnement. Elargissement du champ d'application de la TDENS Plan de Prévention des risques, Entretien cours d'eau...	Conseil général, Etablissements déconcentrés de l'état, régions, départements...	Non défini
Plan de Préventions des Risques (Littoraux)	lois du 22 juillet 1987 et du 2 février 1995, décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995	Territoire national et DOM TOM	Le plan de préventions des risques naturels a pour objectif d'identifier et de délimiter les zones à risques: zones inondables...	Un PPR dans sa formule définitive comprend deux parties complémentaires, à savoir un zonage réglementaire et un règlement. Ce zonage définit trois zones : 1. des zones à niveau de risque et de contrainte élevé vis-à-vis de l'aléa littoral et regroupées en zones inconstructibles ; 2. des zones à niveau de risque et de contrainte moyen à faible ou zones à prescriptions ; 3. des zones à risque nul. Il s'agit de zones qui ne posent pas de problèmes particuliers lors de la prise en compte de l'aléa littoral. Le zonage du PPR est accompagné d'un règlement qui précise la nature des travaux autorisés ou interdits dans chaque zone.	Etat, DIREN, DDE; Régions, communes...	Il s'adresse aux élus, aux responsables techniques de la commune et surtout et avant tout aux administrés qu'ils soient propriétaires, acquéreurs potentiels, aménageurs, etc.
Plan d'action pour les zones humides 1995		Territoire national	Inventorier les zones humides et renforcer les outils de suivi et d'évaluation Lancer un programme national de recherche sur les zones humides Assurer la cohérence des politiques publiques Reconquérir les zones humides Lancer un programme d'information, de sensibilisation, et de formation	Création de l'Observatoire des zones humides Programme national de recherche sur les zones humides	Ministère en vironnement et développement durable, IFEN, DIREN, Agences... Scie ntifiques, associations, Muséum d'Histoire Naturelle	
Programme national de recherche sur les zones humides 1997		Territoire national	Recherche sur les thématiques suivantes: structure et fonctionnement des zones humides rôle écologique et importance économique des zones humides, interactions Nature/Société dans les zones humides, modes d'actions pour la conservation ou la restauration,		Scientifiques	

Observatoire national des zones humides 1997		Territoire national	dresser un état zéro de la situation des zones humides, assurer le suivi de leur évolution, développer la capacité d'expertise du MEDD, permettre au MEDD d'influer sur les politiques sectorielles et d'orienter les politiques de préservation, diffuser l'information	Les objectifs concernent les zones humides inscrites sur une liste (87 en 1999). Il s'agit d'études axées sur les relations « état-pressions-réponses » afin de démontrer les corrélations entre l'évolution observée et la mise en œuvre d'actions privées ou de politiques publiques, sectorielles ou intégrées.	IFEN, DIREN, AGENCES, Ministères;....	Administration s étatiques, associations, établissements publics...
Opération Grand Site 1997	Note du directeur de la nature et des paysages aux préfets de région/DIREN du 02/05/1997	Les sites classés confrontés à un problème de fréquentation touristique ou d'entretien faisant l'objet d'une volonté de réhabilitation, puis être un espace d'intérêt national.	Restaurer la qualité paysagère du site, déterminer une structure responsable de la mise en œuvre des actions de restauration et permettre que les mesures adoptées bénéficient au développement local.	Une opération grand site comporte une phase d'étude et une phase de travaux. Elle est financée par l'état et les collectivités territoriales Outil d'information et d'infrastructure	Collectivités territoriales, état, services déconcentrés tel que la DIREN, la région	
Schémas de services collectifs des espaces naturels et ruraux 1999	LOADDT du 25/06/99, art.23	Territoire national	Valoriser la diversité des territoires à l'échelon régional. A ménagement durable du littoral, Protection de la qualité des eaux, Préservation de la biodiversité	Le schéma veille à la mise en cohérence des politiques publiques. Il identifie les territoires selon les fonctions auxquelles ils devraient être prioritairement affectés et le degré de protection qu'ils requièrent. Le schéma détermine les territoires dégradés qui appellent une reconquête écologique.	Etat, DIREN, DRAF, et expert sous la responsabilité du préfet	Communes, gestionnaires des espaces naturels et paysagers
Contrat territoriaux d'Exploitation,	Loi d'Orientation Agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999code Rural aux articles L 311-3, L 311-4 et L 341-1	Territoire national	Maintenir un développement économique agricole Création de valeur ajoutée Protection et gestion des espaces naturels, des paysages Maintien de la diversité biologique Maintenir l'équilibre des territoires Maintenir les emplois dans les exploitations agricoles	Le CTE est basé sur une démarche volontaire de l'agriculteur. Ce contrat est signé par l'agriculteur pour une durée de 5ans et englobe toute l'exploitation. De son côté, l'Etat, avec l'appui de l'Union Européenne, s'engage à soutenir financièrement la démarche de l'agriculteur pour toute la durée du contrat. Un projet de CTE comprend obligatoirement : <i>une partie économique .</i> <i>une partie environnementale et territoriale</i> Outil incitatif	DDAF, ADASEA...	Agriculteurs
Contrat d'Agriculture Durable (CAD)	décret 2003-675 du 22 juillet 2003 supprimant les CTE	Territoire national	Le CAD remplace le CTE. Il s'agit des mêmes objectifs que le CTE::mettre en oeuvre un projet qui prend en compte les fonctions environnementales, économique et sociale de l'agriculture.	Contrat quinquennal rémunéré engageant l'agriculteur à effectuer certaines pratiques culturelles respectueuses de l'environnement d'après un cahier des charges strict Outil incitatif		
Schéma de Cohérence Territoriale 2000	Loi SRU du 13/12/2000; Loi urbanisme et habitat du 02/07/2003	Territoire national	fixe les objectifs des politiques publiques en matière d'habitats, développement économique, déplacement et stationnement; détermine les espaces ou sites naturels ou urbains à protéger; définit les grands projets d'équipement	Le Plan Local d'Urbanisation, PLU, comprenant le PADD (plan d'Aménagement et de Développement Durable) et les zones ND désignant les espaces naturels.	Communes, élus	Promoteurs immobiliers, population locale
Directive Cadre sur l'eau 2000	Directive 2000/60/CE du 23/10/2000	Europe	Établir un cadre communautaire pour la protection des eaux intérieures de surface, de	Mise en place d'un plan de gestion par district hydrographique dans le but de :	Etat, agences del'eau, DIREN...	

			transition, côtières et souterraines de façon à : Prévenir et réduire leur pollution, Promouvoir leur utilisation durable, Protéger leur environnement, Améliorer l'état des écosystèmes aquatiques Atténuer les effets des inondations et des sécheresses.	Prévenir la détérioration, améliorer et restaurer l'état des masses d'eau de surface, Atteindre un bon état chimique et écologique de celles-ci d'ici 2015, ainsi que réduire la pollution due aux rejets et émissions de substances dangereuses, Protéger, améliorer et restaurer les eaux souterraines, prévenir leur pollution, leur détérioration et assurer un équilibre entre leurs captages et leur renouvellement, Préserver les zones protégées.	associations de protection de la nature	
Programme EUROSION	Initié par le parlement européen, il a été lancé en 2001	Europe	Déterminer les impacts socio-économiques et environnementaux de l'érosion sur les côtes européennes	Le programme examine des solutions alternatives et propose des recommandations de gestion d'ordre politique à l'échelle européenne, nationale, régionale et locale visant à anticiper ou à réduire l'impact de ce phénomène. Mise en place d'une banque de données SIG	Direction général de l'environnement , National Institute of Coastal and marine Management	
Comité IFRECOR	Décret du 7 juillet 2000 portant création du comité de l'Initiative Française pour les REcifs CORalliens	Les départements d'outre-mer, de la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion, la collectivité territoriale de Mayotte, la Nouvelle Calédonie et les territoires d'outre-mer de Polynésie Française et de Wallis et Futuna.	IFRECOR a pour objectif de promouvoir une politique active, aux niveaux national, régional et local, favorable à la préservation de ces écosystèmes menacés, dans le cadre du développement durable des collectivités de l'outre-mer concernées.	Inventaire des actions en cours en faveur des récifs, - Élaboration d'une stratégie et d'un plan d'actions - Mobilisation des élus, des socioprofessionnels, des autres bailleurs nationaux et internationaux, - Appui à la mise en oeuvre du plan d'actions suivant une approche croisée et intégrée sur des sites pilotes, - Mise en oeuvre de stratégies de communication et d'éducation, - Mise en place et fédération des réseaux de surveillance des récifs coralliens - Renforcement de la coopération française dans les actions régionales, - Organisation de réunions nationales ou internationales au travers d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques environnementales, - L'information du public	L'IFRECOR comporte un comité national, un comité permanent et des comités locaux.	
Gestion Intégrée des Zones Côtières GIZC	Recommandations du 30 mai 2002; L 148/24 du 6 juin 2002	Europe	Son objet est d'inciter les Etats membres à appliquer les principes de bonne gestion des zones côtières à travers l'élaboration de stratégies nationales d'AIZC. Ces stratégies devraient être basées sur un inventaire national des acteurs, législations et institutions qui influencent la gestion du littoral.	Pour mettre en œuvre cette stratégie les programmes LIFE Environnement et Interreg III vont dans ce sens en offrant la possibilité de financer des actions en faveur des zones côtières. Parallèlement, le programme-cadre de l'Union européenne en matière de recherche (PCRD) soutient des projets scientifiques visant à fournir aux responsables de la planification et de la gestion des zones côtières toutes les informations qu'ils requièrent.	Etats membres et tous les acteurs ayant un lien au littoral	